UNITÉ*TRAVAIL*PROGRÈS

RÉPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISE

MISE À JOUR

UNE CROISSANCE AU-DELÀ DE CE QUE PRÉVOIT LE PND EN 2023.

DÉCEMBRE 2022

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ABREVIATIONS IV
LISTE DES TABLEAUX V
LISTE DES GRAPHIQUES VI
PRÉFACE VII
AVANT-PROPOS VIII
CONTEXTE 9
RESUME ANALYTIQUE 10
PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR 2023 EN CHIFFRES 11
I. EVOLUTION DE L'ECONOMIE CONGOLAISE 12
I.1. Secteur réel 12
I.1.1 Croissance économique 12
I.1.1.1 Extraction des hydrocarbures 14
I.1.1.2 Extraction minière 16
I.1.1.3 Exploitation forestière 18
I.1.1.4 Agriculture 19
I.1.2 Inflation 23
I.2 Finances publiques 23
I.2.1 Recettes publiques 23
I.2.2 Dépenses et prêts nets 23
I.2.3 Soldes budgétaires 25
I.2.4 Dette publique 25
I.3 Echanges extérieurs 25
I.4 Situation monétaire 26
I.5 Mesures économiques 26
I.5.1 Mesures de soutien aux entreprises 26
I.5.2 Mesures budgétaires et monétaires 27
II. APERÇU DE LA CONJONCTURE ET PERSPECTIVES ECONOMIQUES 28
II.1 Aperçu de la conjoncture 28
II.2 Perspectives économiques 31
II.2.1 Croissance 31
II.2.2 Inflation 36
II.2.3 Finances publiques 37
II.2.4 Compte extérieur 39

II.2.5 Situation monétaire 40
II.2.5.1 Agrégats monétaires 40
II.2.5.2 Réserves officielles brutes 40
II.3 Eventuels effets de la dépréciation de l'euro face au dollar US sur l'économie congolaise 42
II.3.1 Evolution du taux de change euro-dollar 42
II.3.2 Description des canaux de transmission 43
II.3.3 Effet de la dépréciation de l'euro face au dollar 43
II.4 Mesures budgétaires et monétaires 44
II.5 Analyse des risques sur le taux de croissance 45
II.5.1 Description des risques et mécanismes de transmission 45
II.5.2 Analyse de sensibilité 46
II.6 Analyse des perspectives de la croissance par rapport au scénario PND 49
ANNEXES i
EQUIPE TECHNIQUE viii

SIGLES ET ABREVIATIONS

BC	: Balance Commerciale
BEAC	: Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BM	: Banque Mondiale
BR	: Balance des Revenus
BTA	: Bons du Trésor Assimilables
CBMT	: Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CCA	: Caisse Congolaise d'Amortissement
CCMB	: Comité de Cadrage Macroéconomique et Budgétaire
CPM	: Comité de Pilotage Monétaire
DGB	: Direction Générale du Budget
DGE	: Direction Générale de l'Economie
FCFA	: Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
FEC	: Facilité Elargie du Crédit
FMI	: Fonds Monétaire International
GIE	: Groupement d'Intérêt Economique
GFP	: Gestion des Finances Publiques
INS	: Institut National de la Statistique
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
LBC/FT	: Lutte Contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme
LFI	: Loi de Finances Initiale
LFR	: Loi de Finances Rectificative
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTA	: Obligations du Trésor Assimilables
PEM	: Perspectives de l'Economie Mondiale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PND	: Plan National de Développement
PNG	: Position Nette du Gouvernement
PPTE	: Pays Pauvres Très Endettés
PREF-CEMAC	: Programme de Réformes Economiques et Financières de la CEMAC

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Recettes publiques (en milliards de FCFA) 23
Tableau 2 : Dépenses publiques (en milliards de FCFA) 24
Tableau 3 : Balance des transactions courantes (en milliards de FCFA) 26
Tableau 4 : Production /chiffre d'affaires des branches d'activités 29
Tableau 5 : Croissance du PIB à prix constants (en %) 31
Tableau 6 : Secteurs d'activités (en%) 33
Tableau 7 : Composantes de la demande (en %) 35
Tableau 8 : Inflation (en %) 37
Tableau 9 : Dette publique 37
Tableau 10 : Recettes et dépenses (en milliards de FCFA) 38
Tableau 11 : Principaux indicateurs économiques et financiers 41
Tableau 12 : Identification des risques 46
Tableau 13 : Ecart moyen enregistré entre les réalisations et les projections sur la période 2018 et 2020 48
Tableau 14 : Choc négatif sur les taux de croissance économique et analyse de sensibilité sur le projet de loi de finances 2023 48

Tableau A 1: Hypothèses de base ii
Tableau A 2: PIB réel optique offre (en %) ii
Tableau A 3 : Loi de finances rectificative (en milliards de FCFA) iii
Tableau A 4: Projet de loi de finances 2023 (en milliards de FCFA) iv
Tableau A 5: Balance des paiements (en milliards de FCFA) v
Tableau A 6: Situation monétaire (en milliards de FCFA) vi
Tableau A 7: Données sous-tendant les hypothèses du secteur réel vii

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Croissance du PIB réel (en %) 13
Graphique 2 : Croissance réelle des secteurs d'activités (en %) 14
Graphique 3 : Evolution de la production pétrolière, de cours de Brent et de la demande mondiale de pétrole (en %) 15
Graphique 4 : PIB pétrole (en % du PIB) 16
Graphique 5 : Production, exportations et cours du cuivre 17
Graphique 6 : Evolution de la production congolaise des grumes et du prix international du mètre cube 18
Graphique 7 : Production nette agricole 20
Graphique 8 : Répartition de l'encours de la dette en 2021 25
Graphique 9 : Evolution du compte courant (en milliards de FCFA) 39
Graphique 10 : Taux de change Euro-dollar en moyenne mensuelle 42
Graphique 11 : Taux de change Euro-dollar journalier du mois d'août 42
Graphique 12 : Evolution de la croissance économique et des recettes budgétaires 47
Graphique 13 : Evolution de la croissance du PIB réel 49
Graphique 14 : Evolution de la croissance du PIB réel pétrole 49
Graphique 15 : Evolution du PIB réel hors pétrole (en %) 50
Graphique 16 : Evolution du taux d'investissement (en %) 51

PRÉFACE



En programme économique et financier avec le Fonds monétaire international (FMI), au titre de la facilité élargie de crédit, le Gouvernement s'est engagé à rendre publiques les informations économiques, à travers la production d'importants documents à caractère économique, afin de faciliter la prise des décisions des pouvoirs publics, des partenaires au développement et des investisseurs nationaux et étrangers.

Dans un contexte international tumultueux, marqué par la persistance de la crise russo-ukrainienne qui continue de perturber les chaînes d'approvisionnement en produits de base, avec une incidence sur le niveau général des prix dans les pays dépendant principalement des importations des produits alimentaires, à l'instar du Congo, le Gouvernement suit régulièrement l'évolution des perspectives économiques.

Le suivi des indicateurs économiques en cette période de crise alimentaire permet aux autorités publiques d'appréhender les effets de la mise en œuvre des mesures contenues dans le plan de résilience, selon qu'elles produisent ou pas les résultats escomptés et amortissent progressivement les effets de la crise alimentaire mondiale sur l'économie congolaise.

C'est dans ce cadre que le ministère de l'Economie et des Finances, à travers la direction générale de l'Economie, élabore le rapport sur les perspectives de l'économie congolaise, document d'une portée nationale indéniable, dans lequel sont relatées les évolutions des indicateurs macroéconomiques et budgétaires.

Le présent rapport, qui est la mise à jour de l'édition de juillet 2022, prend en compte les changements survenus aux niveaux international et national, susceptibles de modifier les hypothèses de base qui sous-tendent les prévisions initiales réalisées par le Gouvernement à travers le comité de cadrage macroéconomique et budgétaire.

J'ose croire que ce rapport répondra aux attentes de tous et de chacun et constituera un instrument d'aide à la prise de décisions.

Le Ministre de l'Économie et des Finances,

Jean-Baptiste ONDAYE

AVANT-PROPOS



La présente édition des *Perspectives de l'économie congolaise* est une mise à jour de la première, publiée en juillet 2022. Elle vise à informer le Gouvernement, les partenaires au développement et les investisseurs des évolutions intervenues sur les indicateurs économiques relevant du secteur réel, des finances publiques, du compte monétaire et du secteur extérieur, qui affectent les prévisions économiques élaborées initialement par le Comité de cadrage macroéconomique et budgétaire (CCMB).

Elle a ainsi pour objectifs, principalement, de faciliter la prise de décisions des autorités publiques, des opérateurs économiques et des partenaires au développement ; et, secondairement, d'appréhender l'impact sur la mise en œuvre du Programme économique et financier avec le Fonds monétaire international, soutenu par la facilité élargie de crédit (FEC), du Plan national de développement (PND) 2022-2026, ainsi que du Plan de résilience sur la crise alimentaire mondiale 2022-2023.

Dans cette perspective, le document est structuré en deux grandes parties : la première analyse l'évolution de l'économie de 2014 à 2021 ; la seconde présente l'aperçu de la conjoncture et les perspectives économiques pour 2022 et 2023.

Je voudrais, à travers cette deuxième édition, lancer de nouveau un appel à l'endroit des partenaires techniques et financiers, de bien vouloir nous apporter leur soutien multiforme afin de pérenniser la production et la publication du rapport sur les perspectives de l'économie congolaise.

La direction générale de l'Economie reste ouverte et sera toujours heureuse de recevoir toutes les observations et suggestions susceptibles d'améliorer la qualité des prochaines éditions.

Le Directeur général de l'économie,

Franck Mondesir MBOUAYILA TSASSA

CONTEXTE

Après avoir été impactée par la pandémie de Covid-19 en 2020, l'activité économique mondiale fait face à une nouvelle crise, celle des produits alimentaires, provoquée par les perturbations des circuits d'approvisionnement, du fait de la crise russo-ukrainienne. Ces perturbations ont rendu difficile le commerce international, avec un effet néfaste sur le rythme de progression de la production mondiale qui devrait fléchir dans les pays avancés ainsi que dans les pays émergents et pays en développement.

Cette crise a conduit certains pays et/ou zones économiques, à l'instar des Etats-Unis et de la zone euro à revoir leur politique monétaire, afin en premier lieu de limiter les effets de ladite crise sur le fonctionnement de leurs économies, en optant pour une politique monétaire souple ; en second lieu de contenir l'inflation, par le durcissement de la politique monétaire, afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages vulnérables. Ces mesures ont eu une incidence négative sur la valeur de certaines devises, à l'instar de l'euro, qui s'est fortement déprécié par rapport au dollar.

Sur le plan national, le contexte a été marqué par la réalisation et l'achèvement de la deuxième revue du programme avec FMI, au titre de facilité élargie de crédit, dont un accord a été trouvé entre l'équipe du FMI (au niveau des services) et la République du Congo ; la poursuite de la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2022-2026 et du Plan de résilience sur la crise alimentaire 2022-2023 et l'élaboration du projet de loi de finances exercice 2023.

Par ailleurs, le contexte national a été également marqué par le remaniement de l'équipe Gouvernementale par son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, sous la proposition de son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement. A l'issue de ce remaniement le portefeuille « Finances » s'est vu rattacher à l'économie, devenant ainsi « Ministère de l'économie et des finances ».

RESUME ANALYTIQUE

Après avoir été en récession en 2020 et 2021, l'économie congolaise devrait se redresser affichant une croissance de 2,8%, qui s'accélérerait en 2023 pour s'établir à 4,1%, au-delà de ce que prévoit le Plan national de développement (PND) 2022-2026, soit 3,3%. Ce dynamisme serait porté, d'une part, par le secteur pétrolier, en rapport avec la reprise de l'investissement dans ledit secteur, suite à l'envolée de cours du baril de pétrole et de l'adoption par le Gouvernement des avenants aux contrats de partage de production et, d'autre part, par le secteur hors pétrole, en lien avec la mise en œuvre du PND 2022-2026 et du programme économique et financier avec le FMI.

La perturbation des chaînes d'approvisionnement en produits de base au niveau mondial, a entraîné le surcoût des importations pour les économies à forte dépendance des importations des denrées alimentaires, à l'instar de la République du Congo. Ainsi, les tensions inflationnistes devraient s'accentuer, affichant une inflation qui dépasserait la norme communautaire (3%), pour se hisser à 3,5% et 3,3% respectivement en 2022 et 2023.

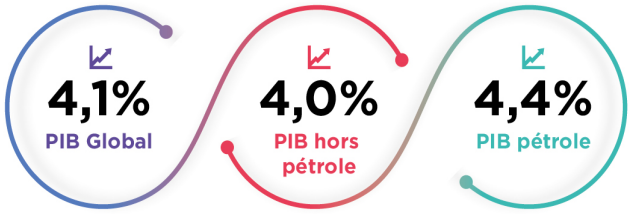
Dans le projet de loi de finances exercice 2023, le solde budgétaire primaire demeurerait excédentaire de 825 milliards de FCFA (10,1% du PIB), mais moins prononcé par rapport à celui de 2022 (1 106 milliards de FCFA, soit 14,1% du PIB), du fait de la régression des recettes pétrolières, suite à la baisse attendue du prix du baril de pétrole en 2023.

Les échanges extérieurs se solderaient par un excédent du solde du compte courant de 1 592 milliards de FCFA (20,3% du PIB) en 2022, en lien avec l'excédent de la balance commerciale. En 2023, cet excédent s'amenuiserait de plus de la moitié pour ressortir à 726 milliards de FCFA (8,9% du PIB), à cause du repli des exportations pétrolières.

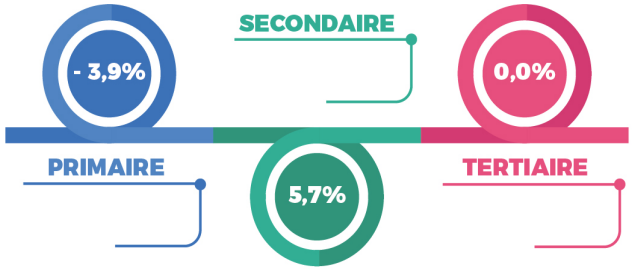
La situation monétaire sur la période 2022-2023 serait marquée par : (i) un repli de 6,6% des avoirs extérieurs nets, avant de progresser de 33,3% ; (ii) un recul de 3,1% des avoirs intérieurs nets, avant de croître de 4,0%, et (iii) une progression de la masse monétaire de 4,8% et de 8,4%. Les réserves officielles brutes devraient passer de 596 milliards de FCFA (1,4 mois d'importations) en 2022 à 785 milliards de FCFA (1,7 mois d'importations) en 2023.

PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR 2023 EN CHIFFRES

TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL



CROISSANCE SECTORIELLE



TAUX D'INVESTISSEMENT BRUT

27,7%

PIB NOMINAL

8 144
MILLIARDS DE FCFA

INFLATION

3,3%

ECHANGES EXTÉRIEURS

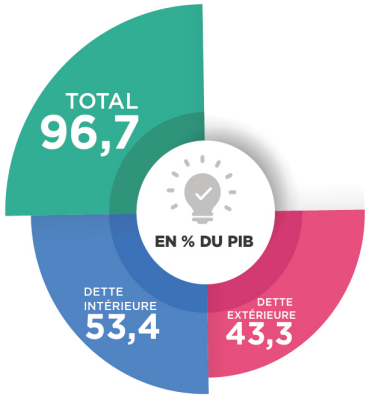
EXPORTATIONS

6 397
MILLIARDS DE FCFA

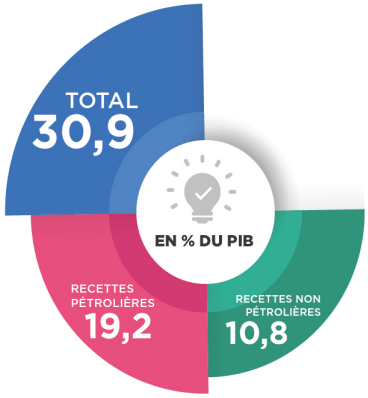
IMPORTATIONS

2 953
MILLIARDS DE FCFA

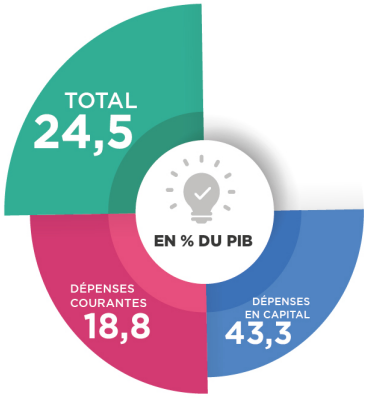
DETTE PUBLIQUE



RECETTES PUBLIQUES



DÉPENSES PUBLIQUES



SITUATION MONÉTAIRE

MASSE MONÉTAIRE

2 464
MILLIARDS DE FCFA

1,7 RÉSERVES
OFFICIELLES BRUTES
(EN MOIS D'IMPORTATIONS)

I. EVOLUTION DE L'ECONOMIE CONGOLAISE

I.1. Secteur réel

I.1.1 Croissance économique

Du côté de l'offre, le PIB réel a connu une évolution globalement baissière, avec un taux de croissance annuelle moyen de -3,8% sur la période 2014-2019, en lien avec la crise économique et financière, survenue à partir du deuxième semestre 2014.

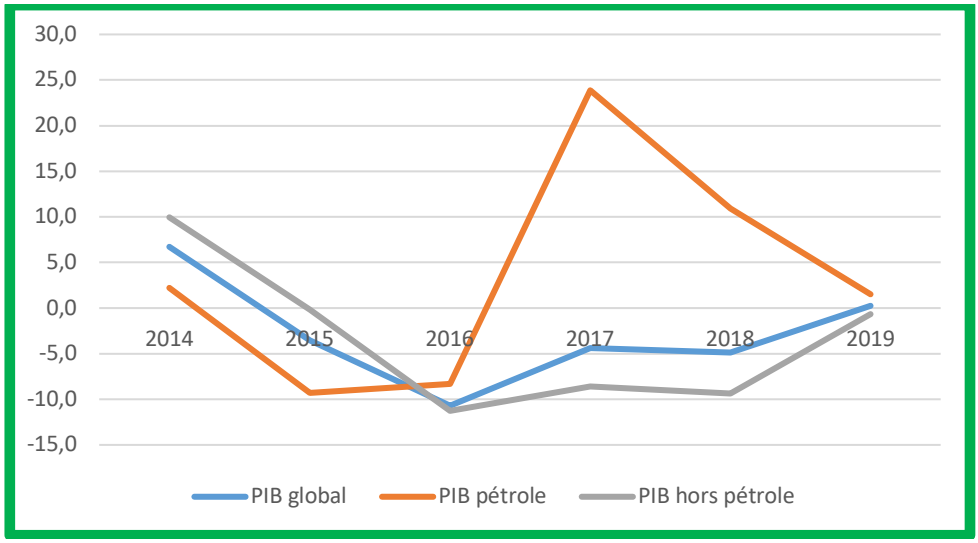
Il est vrai que la crise économique et financière a commencé en 2014, cependant ses effets n'ont commencé à se faire ressentir sur l'activité économique qu'à partir de 2015, l'année où le PIB a baissé de 3,6%, avant de dégringoler et atteindre son niveau le plus bas en 2016 (-10,7%). Cette dégradation est en rapport avec la baisse concomitante des activités du secteur pétrolier (-8,3%) et hors pétrole (-11,3%).

Le Gouvernement congolais n'a ménagé aucun effort pour faire face à cette situation de crise. Ces efforts se sont matérialisés par la signature du premier accord avec le Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre du Programme économique et financier et la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2018-2022.

Ces efforts du Gouvernement ont contribué à l'atténuation de la récession. En effet, l'activité économique n'a cessé de s'améliorer jusqu'à enregistrer un frémissement de la croissance de 0,2% en 2019, qui demeure en deçà de celle 2014. Néanmoins, cette croissance est aperçue comme une lueur d'espoir pour renouer avec le dynamisme de la croissance des prochaines années.

Le frémissement de la croissance enregistrée en 2019 résulte d'une part, de la bonne tenue des activités du secteur primaire, notamment l'agriculture (+2,3%), « l'élevage et chasse » (+2,5%) et la « sylviculture et exploitation forestière » (+0,2%) et, d'autre part, du regain d'activité dans le secteur secondaire, essentiellement dans les industries pétrolières (+1,5%), alimentaires (+0,7%), de la « production et de distribution d'électricité et d'eau » (+5,3%).

Graphique 1 : Croissance du PIB réel (en %)



Source : INS/DGE

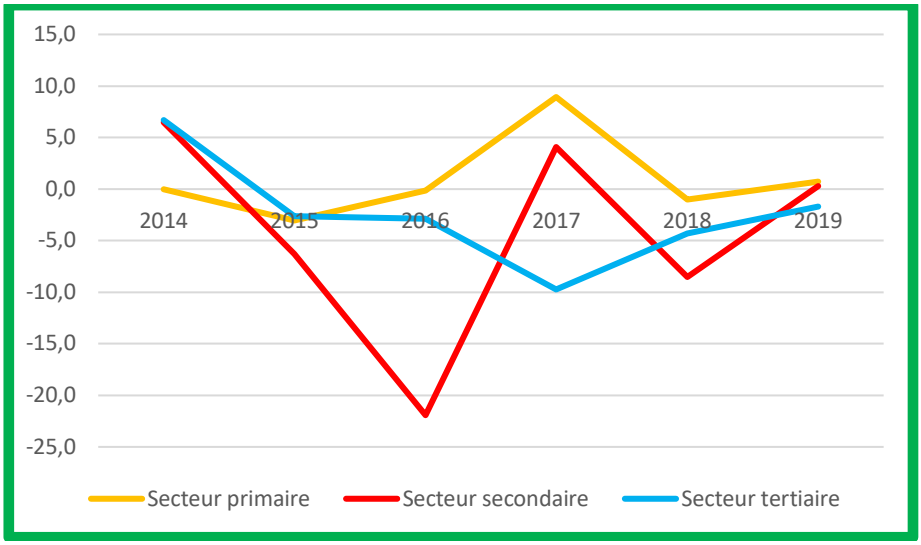
L'effondrement du PIB hors pétrole enregistré en 2016, découle de la baisse d'activités des secteurs primaire, secondaire (hors industries extractives) et tertiaire, qui ont vu leur production régresser respectivement de 0,1%, de 21,9% et de 2,9%.

Le recul d'activités dans le secteur primaire est imputable aux contreperformances des branches « Pêche et pisciculture » et « Sylviculture et exploitation forestière », dont les productions ont diminué respectivement de 7,5% et de 0,2%. En dépit de la récession qu'a essuyée ce secteur, les activités agricoles ont enregistré une croissance quasi-nulle (0,01%).

La baisse d'activités dans le secteur secondaire est imputable à celle des industries de production et distribution d'électricité et d'eau (-13,2%), de fabrication des articles de bois ou vannerie (-18,1%), de fabrication de produits minéraux non métalliques (-8,4%) et des bâtiments et travaux publics (-49%), et ce, malgré le regain d'activité des autres industries manufacturières (+4,4%), des industries alimentaires (+5,3%) et des autres industries extractives (+1,3%).

Outre le secteur secondaire, les activités du secteur tertiaire ont également contribué à la dégradation de la croissance en 2016, il s'agit particulièrement des « restaurants et hôtelleries » (-29,6%), des télécommunications (-37,3%), des transports (-16,1%) et des administrations publiques (-19,4%), et ce, nonobstant la bonne tenue des activités des banques et assurances (17%) et du commerce (21,9%).

Graphique 2 : Croissance réelle des secteurs d'activités (en %)



Source : INS/DGE

Il ressort du graphique ci-dessus, que tous les secteurs de l'économie sont entrés en récession une année après l'effondrement de cours du baril de pétrole, survenu au deuxième semestre 2014. Cela montre bien la dépendance de l'économie congolaise vis-à-vis du secteur pétrolier.

En 2017, pendant que les activités dans le secteur tertiaire continuaient de baisser, en rapport avec la baisse du chiffre d'affaires des activités du commerce et le recul du niveau d'activités des administrations publiques, les activités dans les secteurs primaire et secondaire étaient en hausse, en liaison avec la bonne tenue des activités pétrolières et les progrès réalisés dans les branches d'activités « agriculture, élevage, chasse et pêche » et « sylviculture et exploitation forestière ».

I.1.1.1 Extraction des hydrocarbures

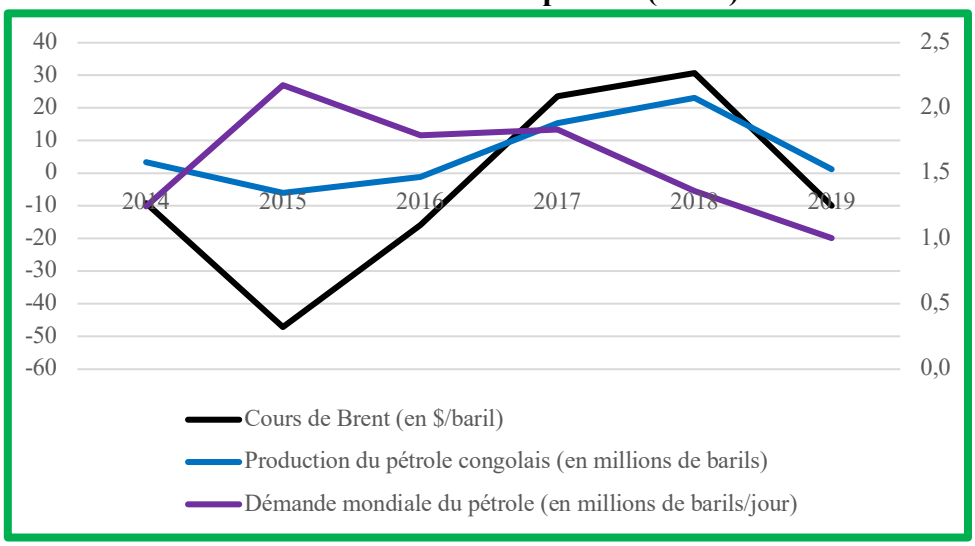
L'évolution des activités pétrolières est influencée par la situation de l'économie mondiale, notamment les variations de cours du baril de Brent et de la demande mondiale du pétrole, ainsi que la fluctuation du taux de change FCFA/dollar US.

L'économie congolaise est principalement basée sur les ressources pétrolières, il suffit juste, qu'il ait un choc pétrolier persistant, pour que tous les secteurs d'activités se trouvent alors en difficulté. C'est ce qui s'est produit, après que le cours de Brent sur le marché international ait chuté en 2014.

La croissance du PIB pétrole a connu une évolution globalement haussière sur la période 2014 à 2019. En effet, le secteur pétrolier a enregistré un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 2,5% du PIB pétrole réel.

L'évolution des activités pétrolières sur la période a été caractérisée d'une part, par une période de récession, avec une baisse de la production consécutivement en 2015 (-9,3%) et en 2016 (-8,5%), en rapport avec l'effondrement du prix du baril de pétrole, et ce, nonobstant une légère augmentation de la demande mondiale de pétrole et, d'autre part, par une période de reprise, au cours de laquelle la croissance du PIB pétrole a atteint son point culminant en 2017 (+23,9%), en rapport avec l'augmentation de la production, la hausse de cours de Brent ainsi que la progression de la demande mondiale de pétrole.

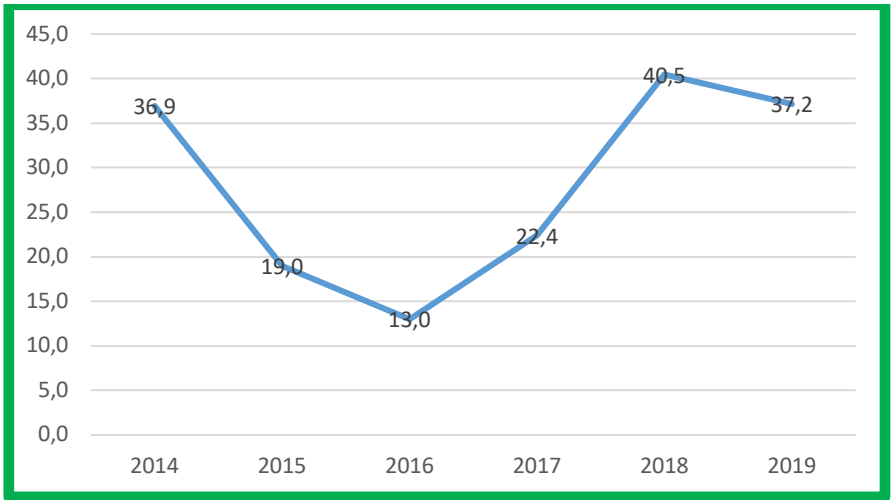
Graphique 3 : Evolution de la production pétrolière, de cours de Brent et de la demande mondiale de pétrole (en %)



Source : OPEC/BM/DGE

La crise pétrolière de 2014 a amenuisé le poids du secteur pétrolier dans l'économie congolaise pendant quelques années. En effet, une année après la chute du prix du baril de pétrole, la part du PIB pétrole dans le PIB global s'est amoindrie, et a atteint son niveau le plus bas, soit 13% en 2016. Néanmoins, avec la reprise des activités pétrolières, suite à la remontée de cours de Brent et l'entrée en production du nouveau champ pétrolier (Moho Nord), la part du PIB pétrole dans le PIB global s'est accrue jusqu'à atteindre son point culminant en 2018, avec un ratio de 40,5%, supérieur à celui d'avant la crise (36,9%).

Graphique 4 : PIB pétrole (en % du PIB)



Source : INS/DGE

I.1.1.2 Extraction minière

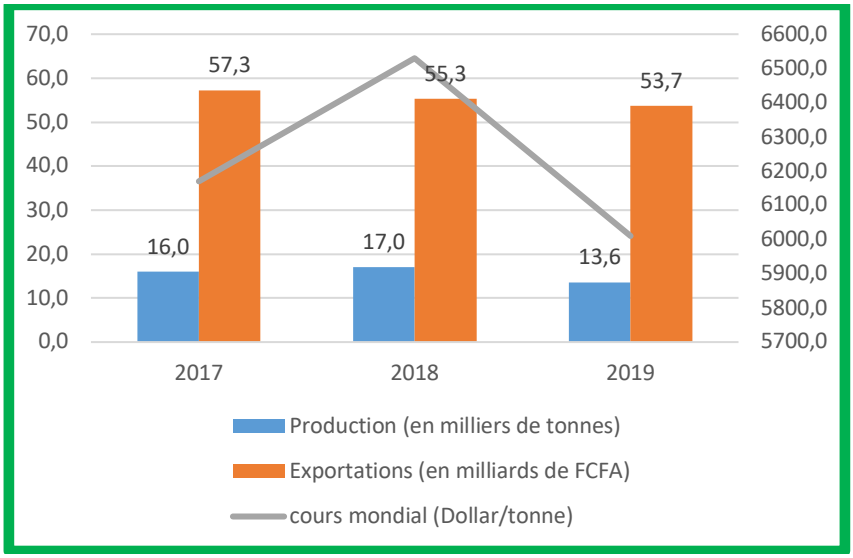
Après plusieurs années d'exploration, ce n'est qu'en 2017, que le cuivre a commencé à être produit par l'une des sociétés d'extraction de la place auquel le Gouvernement congolais avait accordé un permis d'exploitation des minerais.

La production du cuivre s'élevait à 16 mille tonnes en 2017. Toute cette production a été exportée, pour une valeur de 57,3 milliards de FCFA, représentant 1,0% du PIB. Notons que le cours mondial du cuivre avait progressé de 5,8% entre 2016 et 2017.

En 2018, la production du cuivre a progressé de 6,2% par rapport à 2018, en dépit du recul de cours du cuivre. Toute la production du cuivre a été exportée, générant ainsi une valeur de 55,3 milliards de FCFA d'exportations en 2018, soit 0,7% du PIB.

En 2019, la production du cuivre a reculé de 19,8%, pour s'établir à 13,6 mille tonnes. Dans le même temps, les exportations du cuivre se sont fixées à 53,7 milliards de FCFA, soit 0,7% du PIB. Cette situation s'explique par l'effondrement de cours mondial du cuivre. En effet, le cours du cuivre est passé de 6529,8 dollars/tonne métrique à 6010,1 dollars/tonne métrique, soit une baisse de 8%.

Graphique 5 : Production, exportations et cours du cuivre



Source : BEAC/DGE

Si la production du cuivre a débuté en 2017, cela n'est pas le cas pour le fer, dont le début de la production a été repoussé en 2018. En effet, les phases d'exploitation tardaient en raison de la morosité de l'environnement international avec la baisse de cours du fer, décourageant ainsi les investisseurs et générant des difficultés de trouver le financement pour la phase d'exploitation.

La première production de fer, en 2018, s'était élevée à 16 mille tonnes. Contrairement à la production du cuivre, elle n'a pas fait l'objet de vente à l'extérieur, en raison de son faible niveau.

Une année plus tard, la production de fer a presque doublé, pour se fixer à 30 mille tonnes. Sur cette production, 27 mille tonnes ont été exportées à un prix de 38,9 dollars/tonne métrique, générant ainsi des exportations d'une valeur de 1,2 milliard de FCFA. L'augmentation de la production de fer entre 2018 et 2019 est en rapport avec un bond du cours mondial de fer. En effet, le cours mondial de fer est passé de 38,5 dollars/ tonne métrique à 54,9 dollars/tonne métrique en 2019, en hausse de 41,1%.

L'un des objectifs poursuivis par les autorités congolaises, est de diminuer la dépendance de l'économie vis-à-vis des activités des industries extractives, notamment le pétrole. C'est ainsi, que le Gouvernement a décidé d'accélérer la diversification économique à travers trois secteurs, parmi lesquels le secteur agricole au sens large.

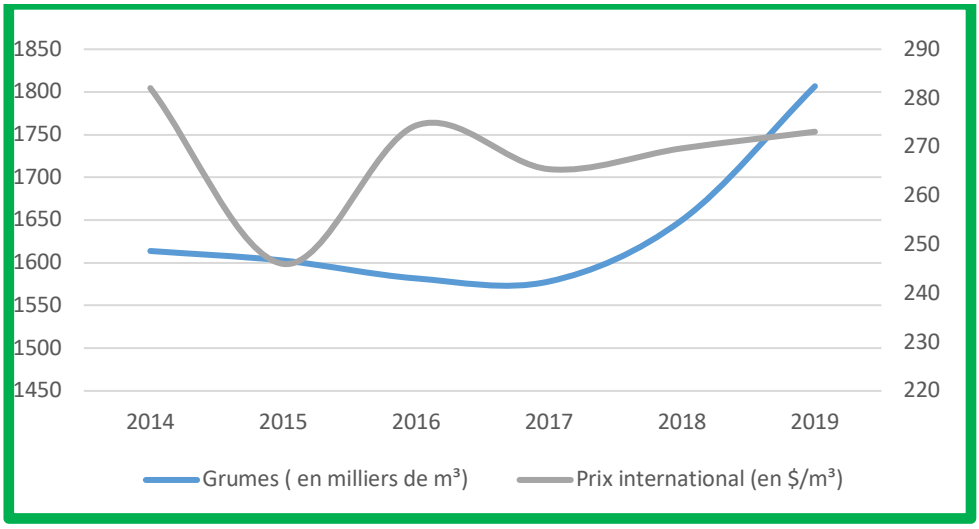
I.1.1.3 Exploitation forestière

La République du Congo possède une couverture forestière évaluée à 22,4 millions d'hectares, représentant 65% de la superficie totale du territoire, avec environ 300 espèces d'arbres dont seulement une cinquantaine fait l'objet d'une exploitation et d'une transformation. En dépit de ce grand potentiel, la participation du secteur forestier à la richesse nationale demeure faible, avec un poids de 1,5% dans le PIB nominal en 2019 d'après l'INS.

Selon le ministère en charge de l'économie forestière, la production forestière globale en 2018 a été de 1,8 million de mètre cube, dont 44,4% étaient exportée sous forme de grumes. L'essentiel de la production porte sur deux essences : L'Okoumé au sud du pays et le Sapelli au nord du pays, représentant à eux deux 60% des volumes des grumes.

L'analyse des données sur la production du bois et leurs prix de vente à l'international a révélé que, sur l'ensemble de la période 2014-2019, la production des grumes au Congo a progressé sous un rythme annuel moyen de 2,4%, passant de 1613,8 milliers de m³ à 1806,7 milliers de m³. Sur la même période, le prix international du mètre cube a évolué dans le sens contraire, avec un rythme annuel moyen de -0,3%, passant de 282,04 $/m³ à 273,1 $/m³.

Graphique 6 : Evolution de la production congolaise des grumes et du prix international du mètre cube



***Source** : BEAC/BM*

En effet, sur la période 2014-2017, ces deux indicateurs ont affiché une tendance baissière. La production nationale des grumes a régressé avec un rythme annuel moyen de -0,7%, revenant de 1613,8 milliers de m³ à 1578,1 milliers de m³. Dans le même temps, le prix international du mètre cube a reculé un peu plus vite en rythme annuel moyen de 1,5%, pour se situer à 265,4 $/m³ après avoir été de 282,4 $/m³. La régression de la production s'expliquerait par, la contraction de la demande extérieure du bois et la morosité de l'activité économique nationale du fait de la crise économique et financière survenue à partir de 2014.

Sur la période 2017-2019, la production des grumes et le prix de vente à l'international du mètre cube ont connu une évolution haussière. La production des grumes a progressé de 4,6% en rythme annuel moyen, passant de 1578,1 milliers de m³ à 1806,7 milliers de m³. Cette performance résulterait de l'augmentation de la demande mondiale, boostée par l'accroissement des importations de grands consommateurs de bois, notamment les Etats-Unis, la Chine et la Russie. Pendant ce temps, le prix du mètre cube du bois rond a cru de 2,9 %, passant de 265,4 $/m³ en 2017 à 273,1 $/m³ en 2019.

I.1.1.4 Agriculture

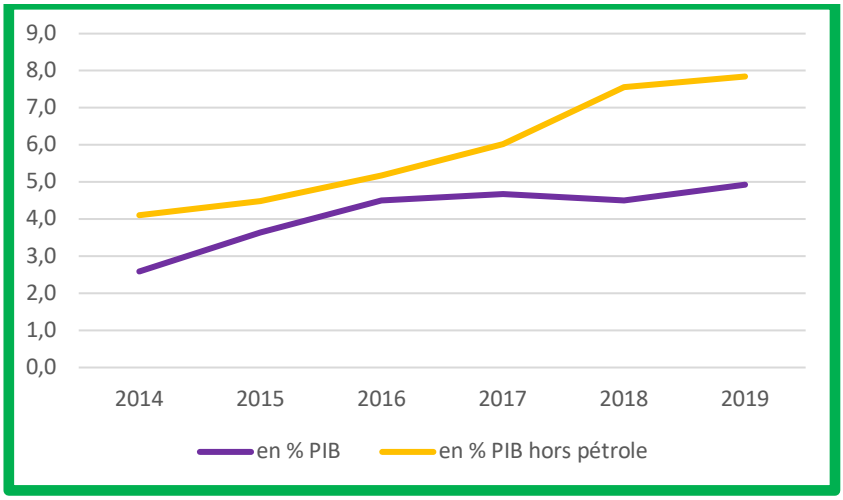
Le poids de l'agriculture dans la richesse créée par l'économie demeure jusqu'à nos jours très faible, et ce, nonobstant l'existence de grands projets agricoles, à l'instar du projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale (PDAC), qui finance les très petites et moyennes entreprises et/ou les personnes qui veulent investir dans le secteur agricole.

Sur la période 2014-2019, excepté l'année 2014, la production agricole n'a cessé de croitre, jusqu'à atteindre son niveau le plus élevé en 2019, affichant une production de 145,2 milliards de FCFA. Avec un taux de croissance annuel moyen de 1,3%. Dans l'ensemble, les activités agricoles ont connu une évolution globalement haussière.

La part de la production agricole dans le PIB global et dans le PIB hors pétrole, bien que faible, néanmoins ne cesse de progresser depuis 2014. En effet, la production agricole dans le PIB global est passée de 2,6% en 2014 à 4,9% en 2019, tandis dans le PIB hors pétrole, elle est passée de 4,1% à 7,8%.

L'augmentation continue du poids du secteur agricole dans la création de la richesse du pays, témoigne les efforts du Gouvernement à promouvoir les activités agricoles. Cependant, le Gouvernement devrait encore faire plus d'efforts pour que ce secteur devienne un véritable facteur de croissance.

Graphique 7 : Production nette agricole



Source : INS/DGE

Du côté de la demande, la contraction continue du PIB réel sur la période est en rapport avec l'amenuisement de la demande intérieure, et ce, nonobstant une progression de la demande extérieure. En effet, la demande intérieure a enregistré une croissance annuelle moyenne de -8,6% sur la période. Par contre, la demande extérieure a progressé avec un rythme de croissance annuelle moyenne de l'ordre de 5,4% sur la période.

L'affaissement de la demande intérieure est imputable à la diminution de la consommation publique (-11%) et de la consommation privée (-0,04%) sur la période. Le repli de la consommation publique s'explique par les ajustements budgétaires drastiques opérés par l'Etat, tandis que le recul de la consommation privée est la conséquence de la baisse du pouvoir d'achat des ménages, du fait des licenciements et/ou réduction du personnel dans les entreprises se trouvant en difficulté à cause de la crise économique et financière.

Outre la consommation finale, l'investissement a également contribué à la baisse de la demande intérieure. En effet, deux ans après la crise économique et financière, le niveau d'investissement sur la période n'a cessé de décroitre et a atteint son niveau le plus bas en 2019. Sur la période, l'investissement a baissé en moyenne de 14,5%.

Fort est de constater, que malgré la crise économique et financière de 2014, le taux d'investissement a continué de croitre jusqu'à atteindre son maximum en 2016 (81,1%), avant de chuter vertigineusement en 2017, et a continué à rétrécir jusqu'à atteindre son minimum en 2019 (24,9%), en rapport avec l'évolution du taux d'investissement privé, qui est passé de 37% à 23,3%.

Contrairement à l'évolution du taux d'investissement privé, le taux d'investissement public a commencé à se détériorer une année après la crise économique et financière. Il s'est affaissé tout au long de la période, et a atteint son niveau le plus bas en 2019. En effet, le taux d'investissement public est passé de 18,6% en 2014 à 1,6% en 2019. Cette situation s'explique par la contraction des dépenses d'investissement, ayant entrainé ainsi l'arrêt de certains grands chantiers publics.

Une économie confinée en 2020… Alors que l'économie congolaise commençait à sortir de la crise économique et financière, survenue en 2014, suite à la chute de cours du baril de pétrole, en affichant une croissance économique de 1,0% en 2019, la crise sanitaire est venue tout perturber.

L'économie congolaise a connu une récession en 2020, sous l'effet de la crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19, avec une croissance du PIB réel de -6,2%, imputable à baisse d'activités aussi bien dans le secteur pétrolier (-7,5%) que dans le secteur hors pétrole (-5,3%).

Le repli du PIB pétrolier découle de la contraction de la production pétrolière, du fait du vieillissement de certains champs pétroliers, des difficultés d'importation des équipements et de l'expertise pour réaliser des opérations de stimulation de la production, à cause de la fermeture des frontières dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie.

Outre ces facteurs susmentionnés, la réticence des investisseurs dans le secteur pétrolier du fait du faible niveau de cours du baril de pétrole et l'arrivée de la seconde vague de la pandémie à coronavirus, est l'une des causes de la baisse de la production pétrolière.

Le recul du PIB non pétrolier résulte essentiellement de l'impact de la crise sanitaire sur l'activité économique. Cette diminution est imputable à la baisse d'activités

dans les branches « Industries manufacturières » (-5,8%), « Bâtiments et travaux publics » (-28,9%), « Autres services » (-25,3%), « Transports et télécommunications » (-4,1%) et « Commerces, restaurants et hôtels » (-10,4%).

Une économie déconfinée en 2021… Après avoir été fortement impactée par la crise sanitaire due à la pandémie à coronavirus en 2020, l'activité économique notamment le secteur hors pétrole a renoué avec le dynamisme en 2021, enregistrant une progression du PIB réel de 3,6%. Il faut souligner, que la reprise dans le secteur hors pétrole a permis d'atténuer significativement la récession économique observée en 2020. En effet, la croissance s'était établie à -0,6% en 2021.

S'il a fallu une année pour que le secteur hors pétrole sorte de la crise dans laquelle il était plongé, suite au confinement de l'économie, cela n'a pas été le cas pour le secteur pétrolier, qui a continué d'enregistrer une croissance négative, passant de -7,8% en 2020 à -11,0% en 2021. La contreperformance de ce secteur est due en partie, au report des investissements des sociétés pétrolières, attendant les jours meilleurs, en raison de l'incertitude qui planait sur l'environnement international, du fait de l'apparition de nouveaux variants Covid.

La crise sanitaire a eu également des effets néfastes aussi bien sur la demande intérieure qu'extérieure. En effet, du côté de la demande intérieure, la consommation et l'investissement se sont effondrés simultanément en 2020. La demande extérieure s'est également contractée. Mais, la levée progressive des mesures d'endiguement contre la pandémie, notamment le déconfinement de l'économie, à travers la réouverture des hôtels, des bars, restaurants et des frontières, a rehaussé la demande intérieure en 2021, notamment la consommation et l'investissement, et ce, malgré une dégradation de la demande extérieure.

I.1.2 Inflation

L'évolution du niveau général des prix à la consommation en 2021 n'a pas changé par rapport à la situation décrite dans les perspectives de juillet 2022.

I.2 Finances publiques

I.2.1 Recettes publiques

Les recettes publiques ont été réalisées à hauteur de 1 674 milliards de FCFA (24,9% du PIB) en 2021, après avoir été mobilisées à hauteur de 1 273,1 milliards de FCFA (21,1% du PIB) en 2020, en progression de 31,5%. Cette amélioration résulte, entre autres, de la reprise des activités du secteur hors pétrole.

Tableau 1 : Recettes publiques (en milliards de FCFA)

	2019	2020	2021
Recettes	1979,9	1273,1	1674
Recettes pétrolières	1303,6	651,0	1049
Recettes non pétrolières	668,6	621,6	593
Recettes fiscales	604,8	558	559
Recettes non fiscales	63,8	63,6	34
Dons	5,9	56,6	32

Source : DGB

Les recettes pétrolières se sont chiffrées à 1 049 milliards de FCFA (15,6% du PIB) en 2021, contre 651 milliards de FCFA (10,8% du PIB) en 2020, soit un accroissement de 61,1%, en rapport avec la remontée de cours du baril de pétrole.

Les recettes non pétrolières se sont établies à 593 milliards de FCFA en 2021, en baisse de 4,6%, par rapport au niveau des recettes de l'année précédente (1 674 milliards de FCFA), en lien avec l'effondrement de recettes non fiscales, qui sont ressorties à 34 milliards de FCFA en 2021, contre 63,6 milliards de FCFA en 2020. Dans le même temps, les recettes fiscales ont connu une légère augmentation de 0,2%.

I.2.2 Dépenses et prêts nets

Les dépenses et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 1 5531,0 milliards de FCFA (23,1% du PIB) en 2021, contre 1 472,8 milliards de FCFA (24,4% du PIB) en 2020, en

hausse de 5,4%, en lien avec les efforts consentis par le Gouvernement dans le soutien des entreprises en difficulté de trésorerie, qui étaient en proie aux effets des mesures prises par le Gouvernement, pour contenir la propagation de la pandémie de Covid-19

Tableau 2 : Dépenses publiques (en milliards de FCFA)

	2019	2020	2021
Dépenses et prêts nets	1604,3	1472,8	1553,0
Dépenses courantes	1360,5	1258,7	1326,0
Traitements et salaires	349,3	351,5	359,0
Transferts	525,4	461,0	421,0
Charges financières de la dette	241,9	107,0	153,0
Dépenses en capital	243,8	214,1	227,0

Source : DGB

Les dépenses courantes ont augmenté de 5,3% entre 2020 et 2021. Elles se sont situées à 1 326 milliards de FCFA (19,7% du PIB), alors qu'elles étaient de 1 258,7 milliards de FCFA (20,9% du PIB), du fait de la progression des dépenses de traitements et salaires, qui se sont affichées à 359 milliards de FCFA (5,3% du PIB), contre 351,5 milliards de FCFA (5,8% du PIB).

Les dépenses de transferts se sont contractées de plus de 8,0%, baissant de 461 milliards de FCFA (7,6% du PIB) en 2020 à 421 milliards de FCFA (6,3% du PIB) en 2021. Cette baisse est corrélée à la réduction des transferts traditionnels.

Le montant des charges financières de la dette s'est élevé à 153 milliards de FCFA, représentant 2,3% du PIB en 2021, contre 107 milliards de FCFA, qui représentait 1,8% du PIB en 2020. Il est en hausse de 43,0%, en rapport avec, entre autres, les décaissements des bons de trésor.

Les dépenses en capital se sont hissées à 227 milliards de FCFA (3,4% du PIB), après avoir été de 214,1 de milliards de FCFA (3,5% du PIB), en liaison avec la volonté du Gouvernement de relancer et stabiliser l'économie à la sortie du confinement.

I.2.3 Soldes budgétaires

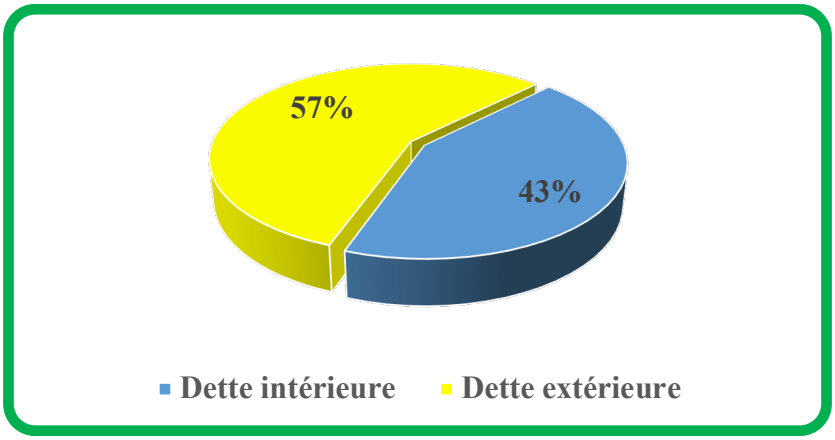
En conséquence, le solde budgétaire primaire stabilisateur de la dette a été excédentaire de 274 milliards en 2021 (4,1% du PIB), contre 43,8 milliards de FCFA en 2020. Le solde budgétaire global (base engagements, dons inclus) est ressorti excédentaire de 121 milliards de FCFA (1,8% du PIB), après avoir été déficitaire de 375,3 milliards de FCFA (-6,2% du PIB) en 2020.

I.2.4 Dette publique

A fin 2021, l'encours de la dette s'est établi à 7 260,8 milliards de FCFA, représentant 108% du PIB, contre 6 596,13 milliards de FCFA, soit 108,2% du PIB en 2020. L'encours de la dette s'est accru de 10,1%, à cause de l'appréciation de la devise dollars US ainsi que de la prise en compte des décaissements des titres publics, notamment les bons de Trésor assimilables (BTA) et les obligations de Trésor assimilables (OTA).

Le portefeuille de la dette publique a été composé de 57% de la dette extérieure et de 43% de la dette intérieure. La situation de la dette se présentait comme suit : (i) dette extérieure : 4 141,4 milliards de FCFA ; (ii) dette intérieure : 3 119,5 milliards de FCFA.

Graphique 8 : Répartition de l'encours de la dette en 2021



Source : Services FMI/Gouvernement

I.3 Echanges extérieurs

En 2021, le solde du compte courant a affiché un excédent d'un montant de 974 milliards de FCFA, après avoir été déficitaire de 226,3 milliards de FCFA en 2020, en rapport avec l'excédent de la balance commerciale et de la balance des transferts courants.

Tableau 3 : Balance des transactions courantes (en milliards de FCFA)

Libellés	2019	2020	2021
Balance commerciale	2 849,7	1 248,9	2 772
Balance des services	-1 099,8	-1 132,4	-1 104
Balance des revenus	-475,1	-443,9	-702
Balance des transferts courants	19,2	101,0	7
Solde du compte courant	**1 294,0**	**-226,3**	**974**

Source : BEAC/CCMB

La balance commerciale est ressortie excédentaire de 2 772 milliards de FCFA, en amélioration de 1 523,1 milliards de FCFA par rapport à l'année 2020, sur fond de l'accroissement des exportations, notamment celles de pétrole brut, du fait de l'augmentation de cours du baril de pétrole congolais sur le marché international. Dans le même temps, les importations ont reculé, par rapport à l'année précédente, en lien avec notamment le repli des investissements du secteur pétrolier.

Le solde de la balance des services est ressorti déficitaire de 1 104 milliards de FCFA en 2021, en détérioration par rapport à celui de 2020, à cause de la hausse des prix du fret maritime et des importations de services fournis au secteur pétrolier dans le cadre des investissements d'entretien des outils de production.

I.4 Situation monétaire

La situation monétaire à fin décembre 2021, n'a pas changé par rapport à celle présentée dans les perspectives de l'économie congolaise de juillet 2022.

I.5 Mesures économiques

I.5.1 Mesures de soutien aux entreprises

Sur la période 2020-2021, marquée par un confinement de l'économie en 2020, et le déconfinement en 2021, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures pour accompagner les entreprises, notamment celles en difficulté de trésorerie, afin de stabiliser l'économie en premier lieu, puis la relancer en second lieu. Ces mesures ont consisté, entres autres, à : (i) la baisse de 30% à 28% de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pour l'exercice 2020 ; et (ii) la réduction de 7% à 5% du taux de l'impôt global forfaitaire, et de 10% à 5% du taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires annuel

respectivement pour les sociétés qui vendent des articles aux prix non réglementés et les entreprises qui vendent les biens et services aux prix réglementés ; (iii) la création du « Fonds national de solidarité » , sous la forme d'un compte spécial du trésor, devant venir en aide aux entreprises en difficulté de trésorerie, en compensant les pertes de revenus des personnes actives et en soutenant les personnes vulnérables.

I.5.2 Mesures budgétaires et monétaires

Dans le but de rétablir les équilibres macroéconomiques basés sur l'ajustement budgétaire afin de relancer l'activité économique à moyen terme, le Gouvernement a opté en 2021 pour une politique budgétaire restrictive qui passe par, entre autres, la réduction du déficit du solde primaire hors pétrole ; la maîtrise des dépenses publiques ; la viabilité de la dette publique en vue de la rendre soutenable.

Du côté de la monnaie, la Banque centrale a opté pour un maintien de ses taux d'intérêt. En effet, le taux d'intérêt des appels d'offre a été maintenu à 4,0% ; le taux de la facilité de prêt marginal à 5,75% ; le taux de la facilité de dépôt à 0,00% ; le coefficient des réserves obligatoires à 7,00% sur les exigibilités à vue et à 4,50% sur les exigibilités à terme.

II. APERÇU DE LA CONJONCTURE ET PERSPECTIVES ECONOMIQUES

II.1 Aperçu de la conjoncture

L'économie congolaise a connu une conjoncture favorable au troisième trimestre 2022. Elle a été portée à la fois par la bonne tenue des activités du secteur secondaire (hors industries extractives) et du secteur tertiaire, en dépit de la contreperformance des activités du secteur primaire (hors agriculture).

Le secteur primaire (hors agriculture) a connu une mauvaise passe au troisième trimestre 2022, à cause de la baisse de la production, notamment des grumes (-1,6%) dans les industries d'exploitation forestière, et ce nonobstant l'augmentation de la production de la sous-branche pêche (+65,0%).

Le secteur secondaire (hors industries extractives) s'est bien comporté au troisième trimestre 2022. La bonne tenue dudit secteur est en rapport avec, d'une part, l'augmentation de la production des « industries de boissons et tabacs » (+0,9%) et des autres industries alimentaires (+4,2%), d'autre part, l'accroissement de la production des industries cimentières (+16,1%), de la production et de distribution d'eau (+4,6%) et d'électricité (+15,2%) ainsi que le dynamisme des activités des BTP (+10,1%) et des industries mécaniques et métalliques, malgré la baisse de la production dans les industries de transformation du bois (-1,0), métallurgiques (-6,6%) et de raffinage du pétrole (-13,8%).

Les industries d'extraction des hydrocarbures ont enregistré une contraction de la production pétrolière de 2,3%, au troisième trimestre 2022.

Le secteur tertiaire a connu un regain d'activité au troisième trimestre 2022. La performance affichée par ce secteur a été soutenue, d'une part, par : (i) le commerce, dont le chiffre d'affaires a augmenté de 2,8% ; (ii) les « hôtels et restaurants », avec une hausse du chiffre d'affaires de 5,7% ; (iii) les télécommunications, avec un bond de 28,9% du volume d'activités (trafics mobile et internet), (iv) les parapétroliers (+14,7%) et les affranchissements courriers (+6,3%) , d'autre part, par la bonne tenue des sous-branches « Transports » et «Banques et assurances ».

Tableau 4 : Production /chiffre d'affaires des branches d'activités

Libellés	Variation (en %) T3-2022/T3-2021
Secteur primaire (hors agriculture)	-
Pêche et pisciculture (en tonnes)	65,0
Exploitation forestière (grumes) (en milliers de m3)	-1,6
Secteur secondaire (hors industries extractives)	-
Industries alimentaires	-
Industrie sucrière (en tonnes)	11,3
Industries meunières (en tonnes)	-2,9
Industries de boissons et de tabacs (en volume)	0,9
Autres industries manufacturières	-
Industries cimentières (en tonnes)	16,1
Industries de transformation de bois (en milliers de m3)	-1,0
Industries du raffinage pétrolier (en tonnes métriques)	-13,8
Industries mécanique et métallique (en tonnes)	2,7
Industries de production et de distribution d'eau et d'électricité	-
Industries de production et de distribution d'eau (en 10^3 m^3)	4,6
Industries de production et de distribution d'électricité (en Gwh)	15,2
Bâtiments et travaux publics (en millions de FCFA)	10,1
Construction bâtiments	-27,0
Travaux publics	19,2
Secteur tertiaire	-
Commerce, restaurants et hôtels	-
Commerce (en millions de FCFA)	2,8
Restaurants et hôtels (en millions de FCFA)	2,8
Transports et télécommunications	-
Transports	-
Passagers (en nombre)	15,7
Frets (en tonnes)	12,9
	-
Télécommunications	28,9
Téléphonie mobile	24,7
Trafic voix (en 10^6 mn)	26,4
Trafic sms (en 10^6 mn)	-3,3
Trafic internet (en 10^3 Go)	38,9
Banques et assurances (en millions de FCFA)	-
Etablissements de crédit (produit net bancaire)	21,2
Etablissements de microfinances (produit net financier)	22,8
Etablissements d'assurance	65,1
Autres services (en millions de FCFA)	-
Parapétroliers	14,7
Affranchissements courriers	6,3

Source : DGE (Enquête de conjoncture, septembre 2022)

Au troisième trimestre 2022, le niveau général des prix à la consommation a augmenté au même niveau que celui du deuxième trimestre 2022, se situant à 3,2%.

Le commerce extérieur s'est soldé par un excédent de 1 271,5 milliards de FCFA au troisième trimestre 2022, en amélioration de 718,4 milliards de FCFA par rapport au troisième trimestre 2021, du fait de l'augmentation des exportations (+63,5%), notamment celles du pétrole brut (+70,5%). Dans le même temps les importations ont baissé de 20,7%.

La gestion des finances publiques au troisième trimestre 2022, s'est soldée par un excédent de 179,1 milliards de FCFA du solde budgétaire, base engagements dons compris, contre un excédent de 36 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente, en rapport avec l'augmentation des recettes publiques, notamment celles du pétrole (+77,2%).

La situation monétaire, à fin septembre 2022, a été caractérisée par une contraction des avoirs extérieurs nets (-67,2%) ; une hausse de crédits intérieurs (+25,8%) ; et une légère progression de la masse monétaire (+1,0%).

II.2 Perspectives économiques

Sur la période 2022-2023, les perspectives économiques seraient marquées d'une part, par l'intensification de la mise en œuvre du plan national de développement (PND) 2022-2026 et, d'autre part, par les effets escomptés de la poursuite de l'exécution du programme économique et financier, au titre de la facilité élargie de crédit. En lien avec les facteurs suscités, les perspectives économiques demeurent favorables sur ladite période.

II.2.1 Croissance

En 2022, l'économie devrait sortir de la récession dans laquelle elle était plongée pendant deux années consécutives, en affichant une croissance de 2,8%, contre 2,6% initialement prévue, grâce au dynamisme du secteur pétrolier, en dépit du relâchement des activités du secteur hors pétrole, dont le rythme de progression du PIB réel a connu un ralentissement.

La bonne tenue des activités du secteur pétrolier (+0,5) résulterait de la reprise de l'investissement privé dans ledit secteur, en lien avec la reprise des activités aussi bien au niveau international que national, suite à la levée progressive des mesures barrières, couplée à l'intensification des campagnes de vaccination contre la Covid-19.

Le secteur hors pétrole quant à lui enregistrerait, une croissance de 3,3% en 2022. Comparée à la prévision initiale (3,9%), elle est en fléchissement de 0,6 point de pourcentage.

Tableau 5 : Croissance du PIB à prix constants (en %)

Indicateurs	2022		2023
	Initiales	Mise à jour	
PIB Global	2,6	2,8	4,1
PIB hors pétrole	3,9	3,3	4,0
PIB pétrole	0,2	0,5	4,4

Source : Services FMI/Gouvernement (octobre 2022)

La décélération de la croissance hors pétrole par rapport aux prévisions initiales, résulterait de la révision à la baisse de la croissance des activités des secteurs primaire et tertiaire, et ce, nonobstant la performance du secteur secondaire.

La croissance de 1,3% de la production attendue dans le secteur primaire en juillet 2022, a été révisé à 0,7%, à cause de la baisse de la production de la branche « Sylviculture et exploitation forestière » (-0,1%), du fait notamment de la pénurie du carburant survenue au deuxième trimestre 2022, du retard dans l'octroi des permis aux sociétés exerçant dans le secteur, ainsi que de la baisse de la demande mondiale du bois, essentiellement en Chine, suite au confinement strict.

L'atténuation du dynamisme du secteur primaire est également attribuable au fléchissement de 0,4 point de pourcentage de la croissance des activités agricoles (+5,5%) par rapport à la prévision initiale (+5,9%), en raison des difficultés des entreprises agricoles de s'approvisionner en engrains et intrants sur le marché et de la persistance des perturbations des chaînes d'approvisionnement, provoquée par la crise russo-ukrainienne.

Dans le secteur secondaire, la croissance projetée initialement à -2,6% en 2022, a été actualisée à la hausse, gagnant 5,7 points de pourcentage, pour s'établir à 3,1%, en lien avec la révision de la baisse de la production moins prononcée dans certaines industries manufacturières, notamment dans les industries alimentaires (-2,7%, contre -10,5%), sous l'effet de l'atténuation de la récession dans les industries alimentaires, suite aux effets escomptés de la mise en œuvre du plan de résilience sur la crise alimentaire 2022-2023.

Le ralentissement de la croissance de la production des autres industries manufacturières par rapport aux prévisions initiales, soit 8,1% contre 13,8% initialement prévue, à cause du renchérissement des coûts des intrants au niveau international ainsi que des perturbations de fourniture d'électricité au niveau national, n'a pas significativement impacté l'évolution dudit secteur.

La révision à la hausse de la production de la branche « Electricité, gaz et eau », de -6,5% initialement prévue à 7,8%, a contribué également à la performance du secteur secondaire.

La révision de la croissance du secteur tertiaire, de 5,5% initialement prévue à 5,4%, contribue à la décélération du rythme de progression de la production du secteur hors pétrole. Cette tendance dudit secteur est imputable à la branche « Transports et télécommunications » dans laquelle, la croissance attendue en 2022 est passée de 1,7% initialement prévue à 0,1%, en rapport avec la baisse du trafic aérien, suite à la pénurie du kérosène au deuxième trimestre ; le repli d'activités au niveau de transit, du fait de la régression des importations au niveau du Port Autonome Pointe-Noire, à cause de la crise russo-ukrainienne ; et de repli du trafic fluvial, dû à l'ensablement.

Comparativement à la performance projetée en juillet 2022, la branche « Autres services » verrait le rythme de progression de son niveau d'activités fléchir de 0,3 point de pourcentage, passant de 10,5% à 10,2%, en lien avec la baisse d'activités des affranchissements courriers.

Tableau 6 : Secteurs d'activités (en%)

Libellés	2022		2023
	Initiales	Mise à jour	
Secteur primaire	**1,3**	**-2,6**	**-3,9**
Agriculture, élevage, chasse et pêche	5,9	5,0	-0,9
Sylviculture et exploitation forestière	5,2	-0,1	-5,3
Industries extractives	0,2	-4,0	-4,2
Secteur secondaire	**-2,6**	**3,1**	**5,7**
Industries manufacturières	-2,2	1,8	4,0
Electricité, gaz et eau	-6,5	7,8	14,3
Bâtiments et Travaux publics	1,5	1,5	0,0
Secteur tertiaire	**5,5**	**5,5**	**0,0**
Transports et télécommunications	1,7	0,4	-1,3
Commerce, restaurants et hôtels	0,5	2,1	1,6
Administrations publiques	1,8	1,7	-0,1
Autres services	10,5	10,4	-0,1
PIB aux prix du marché	**2,6**	**1,3**	**-1,3**
PIB pétrole	0,2	-4,0	-4,2
PIB hors pétrole	3,9	4,4	0,5

Source : Services FMI/Gouvernement

La croissance de la branche « commerce, restaurants et hôtels » (+0,5%), projetée en juillet de l'année en cours, s'est raffermie de 1,6 point de pourcentage, pour se situer à 2,1%, en raison d'une part de la reprise des activités dans les différentes sous-branches,

du fait de la suppression des mesures de lutte contre la Covid-19 et, d'autre part, les effets escomptés de la mise en œuvre du plan de résilience, qui contribue à préserver le pouvoir d'achat des ménages.

Du côté de la demande, la reprise économique attendue en 2022, serait en rapport avec, d'une part, la bonne tenue de la demande intérieure, notamment l'investissement (+7,8%) et la consommation (+4,2%) et, d'autre part, l'augmentation de la demande extérieure (+0,5%).

S'agissant de l'investissement, son niveau progresserait de 7,8% en 2022, sur fond principalement de la réalisation de l'investissement attendue dans le secteur public (28,9% en 2022 et 38,8% en 2023), du fait de la mise en œuvre des projets inscrits dans le Plan national de développement (PND) 2022-2026. Ce qui s'est traduit par une révision à la hausse de 2,1% des dépenses d'investissement dans la loi de finances rectificative.

Dans le secteur privé, après le report de l'investissement par les sociétés pétrolières en 2021, à cause de l'incertitude qui planait sur l'environnement international, du fait de l'apparition de nouveaux variants Covid, l'investissement devrait reprendre avec son dynamisme d'avant la crise.

En effet, le niveau d'investissement dans le secteur privé devrait revenir d'une baisse de 0,5% en 2021 à une augmentation de 4,7% en 2022 et de 7,3% en 2023, grâce essentiellement à la réalisation de l'investissement prévue dans le secteur pétrolier. Cela s'explique par la reprise de l'activité économique, suite à l'ouverture des frontières au niveau international et national. Dans le même temps, l'investissement dans le secteur hors pétrole demeurerait timide.

Concernant la consommation, la crise sanitaire à coronavirus a affecté significativement le pouvoir d'achat des ménages, du fait du confinement de l'économie. Ce qui a entrainé la baisse de la consommation privée. Cependant, les différentes mesures prises par le Gouvernement pour stabiliser et relancer l'activité économique, ont permis à la consommation dès 2021 de retrouver son dynamisme d'avant la crise. Ainsi, la consommation des ménages devrait croitre sur la période passant de 10,3% en 2021 à 9,5% en 2022, puis à 9,9% en 2023.

Quant à la demande extérieure, son évolution haussière sur la période serait soutenue principalement par la bonne tenue du secteur pétrolier. En effet, après avoir été en baisse de 4,3% en 2021, la demande extérieure devrait augmenter de 0,5% en 2022 et de 8,6% en 2023, en rapport avec principalement la progression des exportations du pétrole brut, du fait de l'augmentation attendue de la production pétrolière.

Tableau 7 : Composantes de la demande (en %)

Libellées	Estimations		Prévisions
	2021	2022	2023
Consommation	**11,4**	**4,2**	**5,8**
Publique	68,1	-30,5	8,6
Privée	10,3	9,5	9,9
Formation brute de capital fixe	**4,2**	**7,8**	**12,1**
Publique	16,0	28,9	38,8
Privée	2,7	4,7	7,3
Exportations de biens et services	**-4,3**	**0,5**	**8,6**
Importations de biens et services	**59,1**	**20,7**	**14,9**

Source : CCMB

En 2023, la croissance se raffermirait pour ressortir à 4,1%, en rapport avec l'accélération, d'une part de la croissance du PIB pétrole (+4,4%) et, d'autre part, de la croissance hors pétrole (+4,0%).

La dynamique de la croissance projetée dans le secteur pétrolier serait portée par l'entrée en production de nouveaux champs pétroliers ainsi que le niveau d'investissement prévu dans ce secteur.

La performance de la croissance attendue dans le secteur hors pétrole serait liée à la bonne tenue des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Dans le secteur primaire, la croissance de la branche « Agriculture, élevage, chasse et pêche » s'accélérerait pour s'établir à 7,1%, en rapport avec, entre autres, la mise en œuvre de la promotion de la commercialisation et de la transformation des produits agricoles. Dans le même temps, la production de la branche « Sylviculture et exploitation forestière » progresserait de 0,2%, du fait de la mise en œuvre du projet d'aménagement des forêts de production et de valorisation de produits forestiers ligneux et non ligneux.

Dans le secteur secondaire, la croissance serait de 2,8%, portée notamment par : (i) les activités industrielles (+2,5%), en lien avec la hausse de la production dans les industries alimentaires (+1,8%) et autres industries manufacturières (+3,3%) ; (ii) la branche « Electricité, gaz et eau » (+1,3%), en rapport avec le renforcement des infrastructures énergiques et hydrauliques ainsi que l'extension de la centrale à gaz de Pointe-Noire ; et (iii) les bâtiments et travaux publics (6,4%), en lien avec l'accroissement des dépenses publiques, du fait de la reprise progressive des projets publics, dans le cadre de la mise en œuvre du PND 2022-2026.

Le secteur tertiaire enregistrerait une croissance de 4,8%, portée par la branche « Transports et télécommunications » (+3,8%), en liaison avec la hausse d'activités dans les transports (+3,9%), suite à la réhabilitation de la route nationale N°2 (tronçon Brazzaville-Owando), l'achèvement de la route Boundji-Ewo, la construction des tronçons manquants de la route Ndéndé-Dolisie du corridor Libreville-Brazzaville et l'aménagement du corridor Brazzaville-Ouesso-Ndjamena ; le regain d'activités des télécommunications (+3,0%), en lien avec la mise en œuvre du projet de développement des plateformes numériques, et d'Inter connexion du réseau de fibre optique entre le Cameroun et les autres pays de la CEMAC.

Outre la branche « Transports et télécommunications », les activités de la branche « commerce, restaurants et hôtels » ainsi que celles de la branche « Autres services », notamment les banques, les établissements d'assurances et les services offerts aux compagnies pétrolières devraient contribuer positivement à la croissance du secteur tertiaire. En effet, la branche « Commerce, restaurants et hôtels » verrait ses activités progresser de 2,4%, en rapport avec, entre autres, l'amélioration du cadre institutionnel dans le domaine du tourisme, ainsi que l'aménagement et la construction des structures touristiques. Dans le même temps, les autres services enregistreraient une croissance de 7,3%, du fait principalement de la bonne tenue des activités bancaires et parapétrolières.

II.2.2 Inflation

En 2022, les tensions inflationnistes devraient s'accentuer jusqu'à dépasser le seuil communautaire de 3%, affichant une inflation de 3,5%, contre 2,7% initialement prévue, en lien avec le renchérissement des coûts des produits alimentaires de base en

provenance de l'étranger, à cause des perturbations des circuits d'approvisionnement en produits de base, du fait de la crise russo-ukrainienne.

Tableau 8 : Inflation (en %)

	2022		2023
	Initiales	Mise à jour	
Norme	3,0	3,0	3,0
Inflation	2,7	3,5	3,3

Source : services FMI/Gouvernement

En 2023, les tensions inflationnistes demeureraient vives, avec un taux d'inflation de au-dessus de la norme communautaire, soit 3,3%.

II.2.3 Finances publiques

La situation des finances publiques en 2022, concernant les recettes et les dépenses n'a pas changé, elle est demeurée telle que présentée dans les perspectives de juillet 2022.

A fin 2022, l'encours de la dette a été révisé à la hausse par rapport aux projections initiales, passant de 5 113,7 milliards de FCFA (51,0% du PIB) à 8 177,1 milliards de FCFA (104,5% du PIB).

La composition de la dette a été révisée ainsi qu'il suit : (i) dette extérieure, de 3 331,1 milliards de FCFA (33,2% du PIB) à 3 873,4 milliards de FCFA (49,5% du PIB), représentant 44,8% de l'encours total de la dette publique ; (ii) dette intérieure, de 1 782,6 milliards de FCFA (17,8% du PIB) à 4 303,8 milliards de FCFA (53,4% du PIB), soit 55,2% du portefeuille de la dette.

Tableau 9 : Dette publique

Libellés	Niveau/Ratio	2022		2023
		Initiales	Mise à jour	
Dette Intérieure	En milliards de FCFA	1 782,6	4 303,8	4 348,9
	En % du PIB	17,8	55,0	53,4
Dette extérieure	En milliards de FCFA	3 331,1	3 873,4	3 526,4
	En % du PIB	33,2	49,5	43,3
Dette publique	En milliards de FCFA	5 113,7	8 177,1	7 875,2
	En % du PIB	51,0	104,5	96,7

Source : Services FMI/Gouvernement/CCA/CCMB

Dans le projet de loi de finances exercice 2023, les recettes budgétaires s'établiraient à 2 598,0 milliards de FCFA (39,1% du PIB), en baisse de 8,0% par rapport à celles de la loi de finances rectificative 2022. Cette diminution résulterait de l'effondrement des recettes pétrolières, suite à la baisse prévue de cours du baril de pétrole en 2023. Dans le même temps, les recettes non pétrolières augmenteraient de 8,6 %, pour s'établir à 947,3 milliards de FCFA (9,0% du PIB), sur fond de l'augmentation des recettes fiscales et non fiscales.

Les dépenses publiques s'élèveraient à 2 109,4 milliards de FCFA (19,9% du PIB), en hausse de 2,9% par rapport à la loi de finances rectificative de 2022. Cet accroissement est imputable à l'augmentation des dépenses en capital, qui s'afficheraient à 475,0 milliards de FCFA, représentant 4,5% du PIB.

Tableau 10 : Recettes et dépenses (en milliards de FCFA)

	2022	2023
Recettes publiques	**2692,2**	**2598,0**
Recettes pétrolières	1952,6	1562,
Recettes non pétrolières	872,5	947,3
Dépenses publiques	**2050,8**	**2109,2**
Dépenses courantes	1716,3	1634,4
Dépenses en capital	334,5	475,0
Solde budgétaire de base y compris dons	774,3	488,6

Source : DGB

En conséquence, l'excédent du solde budgétaire base engagements dons inclus s'amenuiserait par rapport à l'excédent de la loi de finances rectificative 2022, et s'afficherait à 488,6 milliards de FCFA, représentant 4,6% du PIB.

A fin décembre 2023, l'encours de la dette est projeté à 7 875,2 milliards de FCFA, soit un taux d'endettement de 96,7%.

La dette publique est composée de : (i) 3 526,4 milliards de FCFA de l'encours de la dette extérieure (43,3% du PIB), représentant 44,8% de l'encours total ; et (ii) 4 348,9 milliards de FCFA de l'encours de la dette intérieure (53,4% du PIB), soit 55,2% de l'encours total.

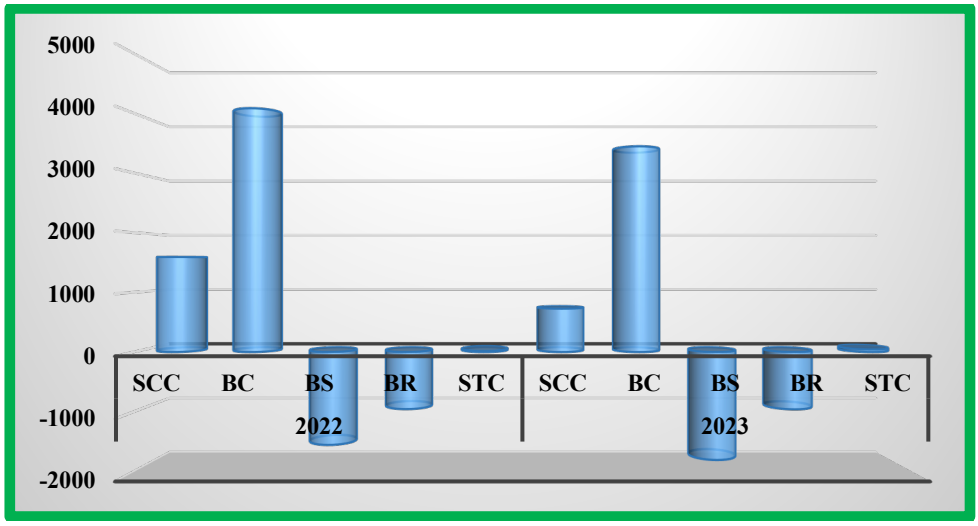
II.2.4 Compte extérieur

En 2022, le solde du compte courant devrait ressortir excédentaire de 1 592 milliards de FCFA (20,3% du PIB), en lien avec l'augmentation de l'excédent de la balance commerciale et des transferts.

La balance commerciale s'améliorerait de 618,0 milliards de FCFA pour s'afficher à 4 080,0 milliards de FCFA (52,1% du PIB), sur fond de l'augmentation des exportations du pétrole brut et des exportations du secteur non pétrolier.

La balance des revenus ressortirait déficitaire de 954 milliards de FCFA (-12,2% du PIB), en amenuisement par rapport à celle de 2021, grâce à la baisse attendue du paiement des intérêts de la dette privée. Le compte de transferts enregistrerait un solde excédentaire de 19 milliards de FCFA.

Graphique 9 : Evolution du compte courant (en milliards de FCFA)



Source : CCMB

En 2023, le solde du compte courant demeurerait excédentaire de 726,0 milliards de FCFA (8,9% du PIB), en amenuisement de 866,0 milliards de FCFA par rapport à celui de 2022, en lien avec l'amoindrissement de l'excèdent de la balance commerciale, en raison de la baisse des exportations (-4,7%), couplée à l'augmentation des importations (+12,3%).

II.2.5 Situation monétaire

II.2.5.1 Agrégats monétaires

En 2022, les agrégats monétaires devraient évoluer ainsi qu'il suit : (i) une baisse des avoirs extérieurs nets de 5,0% pour s'établir à 342,0 milliards de FCFA, sous l'effet principalement de la couverture des importations des agents économiques et de l'amortissement du service de la dette extérieure; (ii) un accroissement du crédit intérieur net de 7,9%, s'établissant à 2 361,0 milliards de FCFA, sur fond de la hausse projetée des crédits à l'économie de 2,7%, pour s'établir à 1 271,0 milliards de FCFA ; (iii) une baisse de la masse monétaire de 0,5% pour ressortir à 2 273,0 milliards de FCFA.

En 2023, la situation monétaire serait marquée par : (i) un accroissement des avoirs extérieurs nets de 33,3% pour s'établir à 456,0 milliards de FCFA ; (ii) une baisse des crédits intérieurs nets de 0,8%, s'établissant à 2 343,0 milliards de FCFA, en lien avec la baisse des crédits nets au secteur public (-7,5%), ce nonobstant la hausse des crédits à l'économie (2,8%) ; et (iii) une hausse de la masse monétaire de 8,4% pour ressortir à 2 464,0 milliards de FCFA.

II.2.5.2 Réserves officielles brutes

En 2022, les réserves officielles brutes devraient augmenter de 8,2%, passant de 551 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 (1,5 mois d'importations) à 596 milliards de FCFA à fin 2022 (1,4 mois d'importations), soit une progression de 45 milliards de FCFA en valeur absolue, en rapport avec, entre autres, le bond des exportations du pétrole brut, du fait de l'envolée de cours du baril de pétrole et l'appréciation du dollar face à l'euro.

A fin 2023, le niveau des réserves officielles brutes devrait s'élever à 785 milliards de FCFA, soit 1,7 mois d'importations. Comparé à celui de 2022, il est en hausse de 189 milliards de FCFA, correspondant à une variation de 31,7%. Cette augmentation des réserves serait liée aux appuis budgétaires, à travers les accompagnements des partenaires financiers internationaux dans le cadre du programme économique et financier avec le FMI, dont l'un des objectifs est d'améliorer la position du pays à l'extérieur, permettant au Gouvernement d'accroître ses engagements bruts à l'extérieur.

Tableau 11 : Principaux indicateurs économiques et financiers

	2022 Initiales	2022 Mise à jour	2023
	Variation annuelle (en %)		
PRODUCTION ET PRIX			
PIB à prix constants	**2,6**	**2,8**	**4,1**
PIB hors pétrole	3,9	3,3	4,0
PIB pétrole	0,2	0,5	4,4
Investissement brut (en % du PIB)	**15,3**	**26,7**	**27,7**
Prix à la consommation	**2,7**	**3,5**	**3,3**
SECTEUR EXTERIEUR			
Exportation fob (en % du PIB)	38,5	85.8	78.9
Importation fob (en % du PIB)	58,6	33,6	36,3
Solde du compte courant (en % du PIB)	**19,4**	**20,3**	**8,9**
Avoirs extérieurs nets (en %)	**-61,7**	**86,2**	**74,9**
SECTEUR MONETAIRE			
Masse monétaire (en %)	14,3	-0,5	8,4
Crédits au secteur privé (en %)	11,5	7,9	5,0
Réverses officielles brutes (en mois d'importations)	-	1,4	1,7
OPERATION FINANCIERE DE L'ETAT			
Recettes totales (en % du PIB)	**27,8**	**31,6**	**30,9**
Recettes pétrolières	19,1	21,2	19,2
Recettes hors pétrole	8,2	9,9	10,8
Recettes fiscales	7,1	9,2	8,3
Dépenses totales	**20,4**	**24,5**	**24,5**
Dépenses courantes	17,1	20,0	18,8
Dépenses en capital	3,3	4,5	5,6
Solde primaire base ressources propres	11,0	9,7	9,0
Solde primaire hors pétrole	**-6,2**	**-11,5**	**-10,2**
Solde global (base engagements, hors dons)	**7,0**	**6,4**	**5,5**
Solde global (base engagements dons compris)	**7,3**	**7,0**	**6,4**
Dette publique (en % du PIB)	**51,0[1]**	**104,5[2]**	**96,7**
PIB nominal	**10022,9**	**7825**	**8144**
PIB pétrole	4531,2	1990	1877
PIB hors pétrole	5480,2	5834	6266

Source : Services FMI/Gouvernement

[1] D'après la Caisse congolaise d'amortissement (CCA), ce ratio ne tient pas des arriérés
[2] Ce ratio tient compte des futurs décaissements

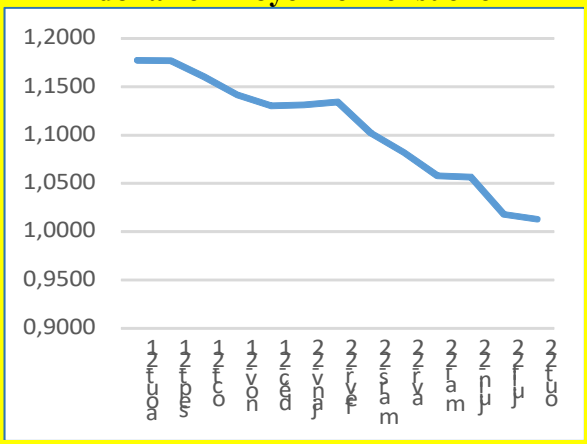
II.3 Eventuels effets de la dépréciation de l'euro face au dollar US sur l'économie congolaise

II.3.1 Evolution du taux de change euro-dollar

Après les perturbations des chaines d'approvisionnement en produits de base, et l'envolée de cours du pétrole observée sur le marché mondial, en lien avec les effets du conflit russo-ukrainien, intervient un autre choc, celui de la baisse de l'euro par rapport au dollar.

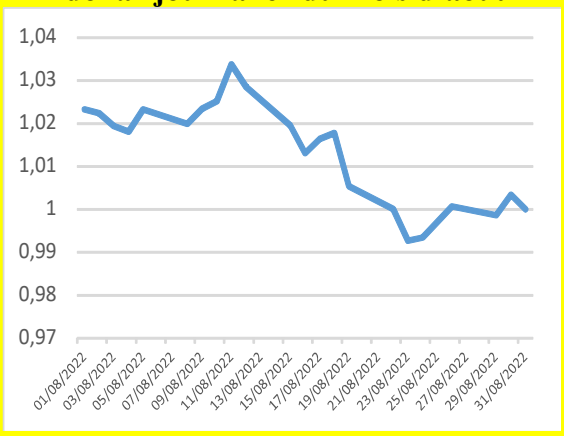
En effet, l'euro a amorcé une tendance baissière en moyenne mensuelle bien avant le 24 février 2022, date à laquelle le conflit russo-ukrainien a débuté. Entre août 2021 et février 2022, le taux de change euro-dollar est passé de 1,1772 à 1,1342, soit une perte de 3% de la valeur de l'euro. Cependant, entre février 2022 et août 2022 la chute de l'euro s'est accentuée, le taux de change euro-dollar est passé de 1,1342 à 1,0128, soit une perte de 11% de la valeur de l'euro. Dans sa chute, l'euro a frôlé pour la première fois en 20 ans le niveau de parité 1euro = 1dollar en juillet dernier (cf. graphique 10).

Graphique 10 : Taux de change Euro-dollar en moyenne mensuelle



Source : *Banque de France*

Graphique 11 : Taux de change Euro-dollar journalier du mois d'août



Source : *Banque de France*

L'analyse de l'évolution journalière du taux de change euro-dollar montre que tout au long du mois d'août, l'euro n'a cessé de se déprécier jusqu'à atteindre un niveau jamais atteint depuis 2002. En effet, l'euro s'est déprécié de 1,2% entre le 18 août et le 19 août 2022 tout en demeurant supérieur au dollar. Cette situation s'est dégradée entre le 19 août et le 23 août 2022 où l'euro s'est déprécié de 1,3%, devenant inférieur au dollar (1euro =0,9927dollar).

Si l'euro se déprécie en restant toujours supérieur au dollar, cette situation ne serait pas aussi préoccupante d'autant plus que sa baisse a commencé depuis bien longtemps. Mais, cette situation de perte de valeur deviendrait plus inquiétante si dans sa chute, l'euro demeure pendant une longue période en deçà du dollar.

II.3.2 Description des canaux de transmission

Les principaux canaux de transmission des effets de la dépréciation de l'euro face au dollar sur l'économie congolaise, seraient : (i) les finances publiques, qui d'une part influenceraient positivement la croissance du PIB réel, à travers l'augmentation des dépenses d'investissement, qui devraient être financées par le surplus des recettes générées par le secteur pétrolier, d'autre part impacteraient le portefeuille de la dette publique, par l'entremise de l'encours de la dette extérieure libellée en dollars ; (ii) les échanges extérieurs, qui d'un côté impacteraient les réserves officielles, à travers la valeur des exportations et, de l'autre côté, affecteraient l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), par le biais de surcoûts des importations, avec une structure économique peu diversifiée dépendant plus des importations des produits alimentaires de base que de la production nationale.

II.3.3 Effet de la dépréciation de l'euro face au dollar

Les effets de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar sont appréhendés en comparant les perspectives économiques élaborées en juillet dernier par le CCMB, (scénario de base dans lequel le choc sur le taux de change euro-dollar n'est pas pris en compte) aux nouvelles perspectives à court terme (scénario effets) qui prennent en compte l'hypothèse d'un possible maintien du taux de change 1€=0,9927$, soit 1$=660,7807 FCFA en 2022 et 1€=0,9999$, soit 1$=656,0226 F CFA en 2023. Ainsi, les perspectives examinées concernent la situation de la croissance, de l'inflation, des finances publiques, de la dette publique, du compte courant et de la monnaie.

Un mois après l'élaboration de la LFR 2022, on observe une forte dépréciation de l'euro par rapport au dollar. En effet, l'euro a atteint un niveau plus bas jamais atteint depuis 2002. Selon la Banque de France, 1 € correspondait à 0,9927$, en date du 23 août 2022.

Cette situation aurait des répercussions sur l'économie congolaise. Les recettes publiques prévues dans la LFR 2022 et dans les perspectives 2023, devraient croitre

respectivement de 10,4% et 8,5 %, du fait de l'accroissement des recettes pétrolières, 15% en 2022 et 14,2 % en 2023. L'augmentation des ressources budgétaires pourrait emmener le Gouvernement à revoir son niveau de dépenses d'investissement, en les augmentant de 8,0% par rapport au scénario de base (sans l'hypothèse de la baisse de l'euro par rapport au dollar). La hausse des dépenses d'investissement stimulerait la croissance du PIB réel hors pétrole, qui se situerait à 4,7%, contre 4,3% dans le scénario de base, conduisant à une croissance globale de 6,2% dans le scénario « effets[3] », contre 6,0% dans le scénario de base.

La stratégie de la gestion de la dette serait exposée à un risque de change, si le Gouvernement ne fait pas bon usage des surplus de recettes qui seraient générées par le secteur pétrolier. En effet, le portefeuille de la dette publique composé de 60% de la dette extérieure libellée en dollars, verrait l'encours de sa dette extérieure passer de 30,7% du PIB et 22,5% du PIB en 2022 et 2023 dans le scénario de base à 42,2% du PIB et 24,8% du PIB, respectivement en 2022 et 2023 dans le scénario « effets ». Par conséquent, l'encours total de la dette publique qui était projeté à 43,6% du PIB et 34,6% du PIB respectivement à fin 2022 et 2023 dans le scénario de base s'établirait à 46,5% du PIB et 36,9% du PIB dans le scénario « effets ».

L'excédent du compte courant, projeté en 2022 et 2023 dans le scénario de base, devrait s'améliorer dans le scénario « effets », du fait de la hausse des recettes des exportations du pétrole brut.

Du côté de la monnaie, la dépréciation de l'euro face au dollar aurait des répercussions positives sur la situation monétaire, en ce sens que l'augmentation des exportations attendues dans le scénario « effets », accroîtrait le niveau des réserves officielles, par conséquent les avoirs extérieurs nets, l'une des contreparties de la masse monétaire progresserait.

II.4 Mesures budgétaires et monétaires

En se focalisant sur les directives contenues dans le discours d'investiture du Chef de l'Etat, d'après le CBMT 2022-2024, le Gouvernement entend mettre en œuvre, une

[3] Scénario prenant en compte la dépréciation de l'euro par rapport au dollar.

politique budgétaire restrictive, à travers la maîtrise de la masse salariale sur la base d'une gestion rationnelle du personnel[4]; la rationalisation des dépenses courantes ; la réduction progressive des subventions ; la mise en œuvre d'un mécanisme de sélection des projets d'investissement public fondés sur des études de faisabilité.

Du côté de la monnaie, en date du 6 décembre 2022, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale a décidé dans le but de maitriser les tensions inflationnistes de poursuivre avec le durcissement des conditions financières, en relevant de 0,5 point les taux d'intérêt des appels d'offre (TIAO) et de la facilité de prêt marginal (TFPM), les fixant respectivement à 4,50% et 6,25% ; tout en maintenant inchangé à 0,00% le taux de la facilité de dépôt (TFD).

II.5 Analyse des risques sur le taux de croissance

Certes les perspectives économiques s'annoncent favorables pour la période 2022-2023, cependant elles restent exposées à des risques internes et externes, susceptibles de perturber l'atteinte de la croissance prévue.

II.5.1 Description des risques et mécanismes de transmission

Les risques internes qui pèsent sur la croissance économique sont, entre autres : (i) le relâchement de la mise en œuvre du PND, suite à une faible exécution des dépenses en capital qui peut chambouler les prévisions de croissance économique ; (ii) la survenue des pannes techniques au niveau des champs pétroliers, qui affecteraient le niveau de la production pétrolière, qui a son tour aurait des effets néfastes sur la croissance ; (iii) le non aboutissement du programme avec le FMI, au titre de la facilité élargie de crédit, ce qui pourrait décourager les investisseurs, et affecter négativement la croissance.

Les risques externes, concernent : (i) un éventuel recul du prix international du baril de pétrole, qui pourrait impacter les exportations du pétrole brut ainsi que les recettes ; (ii) une possible persistance de la crise alimentaire mondiale, qui affecterait les prix des produits alimentaires importés, ce qui pourrait diminuer le pouvoir d'achat et réduire

[4] Par ailleurs, il est prévu des recrutements du personnel dans les secteurs sociaux pour atténuer le déficit constaté.

par conséquent la consommation des ménages, qui à son tour ferait ralentir la croissance économique.

Tableau 12 : Identification des risques

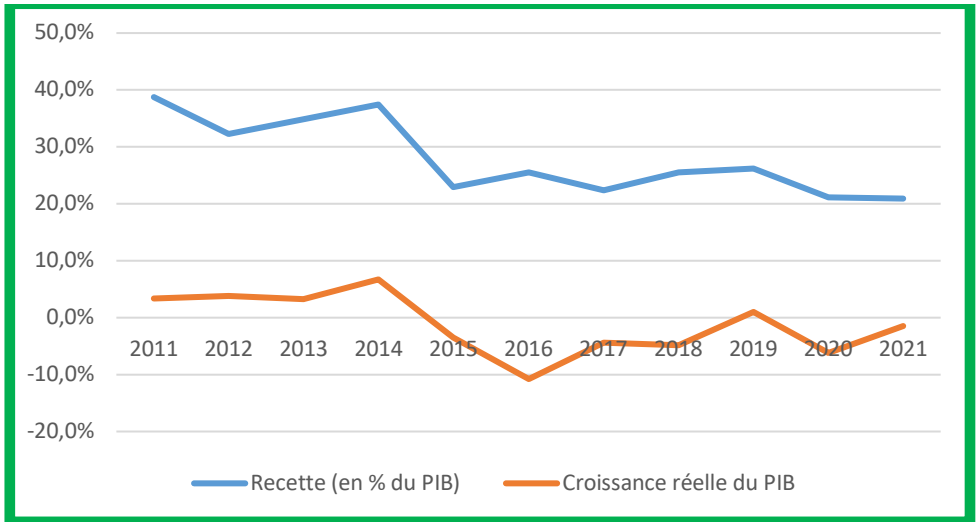
Identification et description du risque	Probabilité de survenance	Impact budgétaire
	(Faible-moyen-élevé)	
Relâchement dans la mise en œuvre du PND, suite à une faible exécution des dépenses en capital qui peut chambouler les prévisions de croissance économique	Elevé	Faible
Survenue des pannes techniques au niveau des champs pétroliers, qui affecteraient le niveau de la production pétrolière, qui a son tour aurait des effets néfastes sur la croissance.	Moyen	Moyen
Non aboutissement du programme économique et financier avec le FMI, au titre de la facilité élargie de crédit, ce qui pourrait décourager les investisseurs, et affecter négativement la croissance.	Elevé	Elevé

Source : DGE

II.5.2 Analyse de sensibilité

Le risque macroéconomique lié à la croissance résulte des fluctuations de l'activité économique. En effet, un fléchissement ou une baisse du PIB réel affecte la mobilisation des recettes fiscales et éventuellement la valeur des exportations si le ralentissement observé porte sur le secteur pétrolier. La corrélation entre ces deux variables (explicitées dans le graphique ci-dessous) est évaluée à 0,773 sur les onze dernières années.

Graphique 12 : Evolution de la croissance économique et des recettes budgétaires



Source : DGE/DGB

Sur la période 2022-2023, la croissance du PIB réel en République du Congo se situerait en moyenne à 3,5%, en rapport avec la bonne tenue des activités des secteurs primaire, secondaire et tertiaire, qui enregistreraient une progression annuelle moyenne respectivement de 2,7%, 3,0% et 5,3%. Toutefois, de nombreux risques sont susceptibles de mettre à mal ce scénario.

En effet, des risques liés aux fluctuations des cours des matières premières, notamment le pétrole sur le marché international, ainsi qu'à la persistance de la perturbation des circuits d'approvisionnement en produits de base, conséquence des tensions commerciales, menaceraient ces perspectives, car en général, les projections tirées du marché notamment pétrolier, dont la République du Congo dépend encore fortement, sont par nature incertaines.

C'est ainsi qu'entre 2018 et 2020, l'analyse des écarts moyens de croissance par secteur révèle que le risque de non atteinte des projections est très important sur les branches « Bâtiments et travaux publics », « Electricité, gaz et eau » et « Autres services ».

Tableau 13 : Ecart moyen enregistré entre les réalisations et les projections sur la période 2018 et 2020

Branches d'activités	Ecart moyen (en%)
Agriculture, élevage, chasse et pêche	1,4
Sylviculture et exploitation forestière	1,9
Industries extractives	12,6
Industries manufacturières	4,7
Electricité, gaz et eau	-6,7
Bâtiments et travaux publics	-27,9
Transports et télécommunications	4,7
Commerce, restaurants et hôtels	3,6
Administrations publiques	15,6
Autres services	-6,2

Source : CCMB/DGE

Au regard des écarts constatés entre les prévisions et les réalisations de la croissance des branches d'activités, il est capital de simuler un choc négatif sur les projections élaborées par le comité de cadrage macroéconomique et budgétaire (CCMB).

La simulation du choc sur le taux de croissance économique projeté sur la période 2021-2023, a consisté à calculer l'écart-type (2,9%) des taux de croissance économique des trois dernières années (-4,8% en 2018 ; 1,0% en 2019 et -6,2% en 2020) et à le soustraire des taux de croissance projetés sur la période 2022-2023 (2,8% en 2022 et 4,1% en 2023).

Tableau 14 : Choc négatif sur les taux de croissance économique et analyse de sensibilité sur le projet de loi de finances 2023

	CCMB	
Années	**2022**	**2023**
Croissance du PIB réel	**2,8%**	**4,1%**
	Simulation du choc (taux de croissance 2,9% écart type)	
Années	**2022**	**2023**
Croissance du PIB réel	**-0,1%**	**1,2%**

Source : DGE

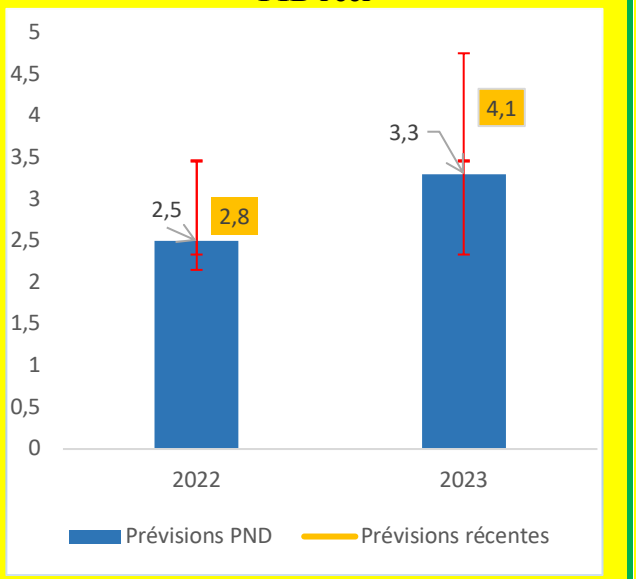
La simulation d'un choc négatif de 2,9% d'écart type sur la croissance économique projetée en 2023 (4,1%), conduirait à une croissance du PIB réel de 1,2%. Ce choc du taux de croissance économique affecterait significativement les ressources budgétaires contenues dans le projet de loi de finances 2023. En effet, les ressources budgétaires qui s'élèvent à 2 744,742 milliards de FCFA, devraient baisser de 803,3 milliards de FCFA, pour se situer à 1 941,442 milliards de FCFA.

II.6 Analyse des perspectives de la croissance par rapport au scénario PND

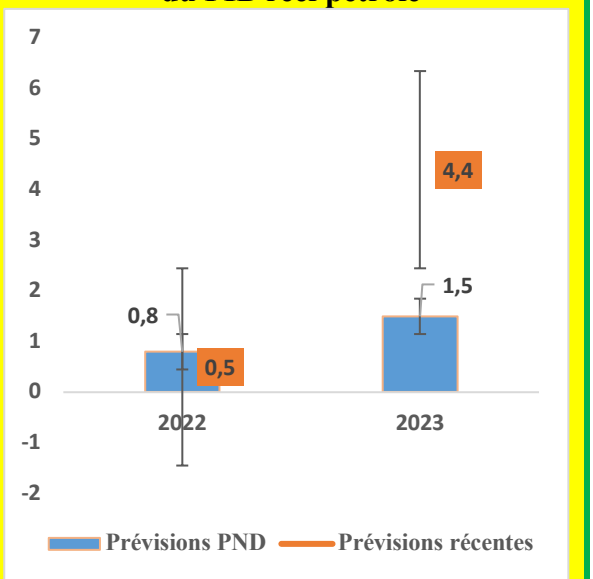
Le cadrage macroéconomique et budgétaire élaboré récemment, prévoit une croissance du PIB réel supérieure à celle prévue dans le PND 2022-2026. En effet, la croissance économique devrait s'établir à 2,8% en 2022, contre 2,5% prévue dans le PND. Cette performance devrait se poursuivre en 2023 avec une croissance de 4,1%, taux au-dessus de 3,3% prévu dans le scénario PND.

Ces nouvelles prévisions à la hausse par rapport au scénario PND s'expliquent principalement par l'augmentation du prix du baril de pétrole, du fait de la crise russo-ukrainienne, qui dans l'ensemble a des effets positifs sur l'économie congolaise. Une partie des recettes générées par le secteur pétrolier devrait servir à relancer l'activité économique.

Graphique 13 : Evolution de la croissance du PIB réel



Graphique 14 : Evolution de la croissance du PIB réel pétrole



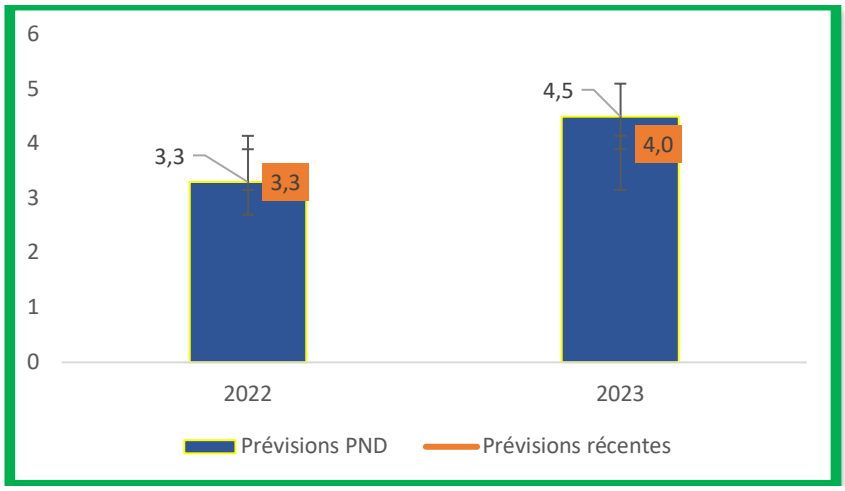
Source : CCMB/PND

Dans le secteur pétrolier, la croissance ressortirait à 0,5% en 2022, en dessous de 0,8% prévue dans le scénario PND, soit un écart de 0,3 point de pourcentage, à cause de l'arrêt de production dans certains champs pétroliers (Kombi, Likala et Libondo).

En 2023, avec la reprise de l'investissement dans le secteur pétrolier, la croissance du PIB réel pétrole devrait se raffermir pour se fixer à 4,4%, contre 1,5% prévue dans le PND.

La croissance du PIB réel hors pétrole, qui appréhende le mieux la diversification économique, devrait ressortir au même niveau en 2022 comme celui prévu dans le PND, soit à 3,3%, traduisant ainsi les efforts du Gouvernement dans la relance des activités économiques.

Graphique 15 : Evolution du PIB réel hors pétrole (en %)

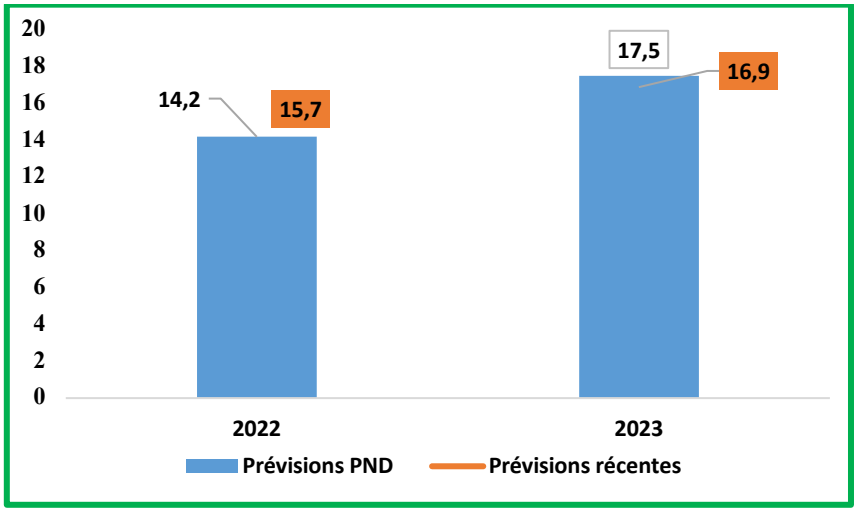


Source : Services FMI/Gouvernement//PND

En 2023, le dynamisme de la croissance hors pétrole devrait connaitre un léger relâchement au profit du secteur pétrolier. La croissance du PIB hors pétrole s'établirait à 4,0%, en deçà de 4,5% prévue dans le scénario PND.

En ce qui concerne l'investissement, en 2022, le niveau prévu dans le nouveau cadrage macroéconomique et budgétaire devrait être plus important que celui prévu dans le scénario PND. En effet, il est attendu un taux d'investissement de 15,7%, contre 14,2% dans le scenario PND.

Graphique 16 : Evolution du taux d'investissement (en %)



Source : CCMB/PND

En 2023, le taux d'investissement projeté serait légèrement faible, comparé à celui prévu dans le scénario PND. En effet, le niveau d'investissement rapporté au PIB nominal devrait se situer à 16,9%, contre 17,5% du ratio attendu dans le scénario PND.

ANNEXES

Tableau A 1: Hypothèses de base

Libelles	**2021**	**2022**	**2023**
Production (en millions de baril)	99,9	100,4	109,2
Prix international (en dollars US/bbl)	69,7	106,8	92,6
Prix congolais (dollars US/bbl)	69,5	96	91,8
Taux de change dollar US/CFA	554,2	590,0	575

Source : FMI/DRN/CCMB

Tableau A 2: PIB réel optique offre (en %)

Libellés	Estimations		Prévisions
	2021	2022	2023
Secteur primaire	-10,9	0,7	4,7
Agriculture, élevage, chasse et pêche	6,3	5,0	7,1
Agriculture et élevage	7,0	5,5	7,9
Chasse	6,0	3,0	3,2
Pêche	1,3	2,4	3,3
Sylviculture et exploitation forestière	11,5	-0,1	0,2
Industries extractives	-10,7	0,2	4,8
Secteur secondaire	8,5	3,1	2,8
Industries manufacturières	11,3	1,8	2,5
Industries alimentaires	9,5	-2,7	1,8
Autres industries manufacturières	13,8	8,1	3,3
Electricité, gaz et eau	7,0	7,8	1,3
Bâtiments et Travaux publics	0,0	1,5	6,6
Secteur tertiaire	9,4	5,4	5,1
Transports et télécommunications	4,2	0,1	3,8
Transports	3,4	-0,1	3,9
Télécommunications	12,7	2,1	3,0
Commerce, restaurants et hôtels	9,8	2,1	2,4
Administrations publiques	0,6	1,7	-0,7
Autres services	13,5	10,2	7,8
PIB au coût des facteurs	-0,6	2,8	4,1
IMPOTS ET TAXES NETS	-0,6	2,8	4,1
PIB aux prix du marché	-0,6	2,8	4,1
PIB hors pétrole	3,6	3,3	4,0
PIB pétrole	-10,7	0,5	4,4

Source : CCMB/services FMI/Gouvernement

Tableau A 3 : Loi de finances rectificative (en milliards de FCFA)

Nature des recettes et des dépenses	Prévisions 2022		Variation (3)=(2)-(1)	%
	LFI (1)	LFR (2)		
I. Ressources budgétaires	**1 935,3**	**2 825,2**	**889,9**	**46,0**
Recettes fiscales	701,0	714,2	13,2	1,9
Impôts et taxes intérieurs	577,0	586,3	9,3	1,6
Droits et taxes de douanes	124,0	130,6	6,6	5,3
Dons et legs et fonds de concours	**37,0**	**37,0**	**0,0**	**0,0**
Cotisations sociales	**73,8**	**73,8**	**0,0**	**0,0**
Autres recettes	**1 123,5**	**2 000,1**	**876,6**	**78,0**
Recettes pétrolières	1 086,0	1 952,6	866,6	79,8
Redevance	8,5	8,5	0,0	0,0
Forêt	8,0	8,0	0,0	0,0
Mines	0,5	0,5	0,0	0,0
Droits et frais administratifs	20,0	20,0	0,0	0,0
Dividendes	5,0	15,0	10,0	200,0
Amendes et condamnations pécuniaires	4,0	4,0	0,0	0,0
II. Dépenses budgétaires	**1 735,0**	**2 050,8**	**315,8**	**18,2**
Charges financières de la dette	172,1	277,8	105,7	61,4
Personnel	379,0	379,0	0,0	0,0
Biens et services	187,0	187,0	0,0	0,0
Transferts	487,1	674,7	187,6	38,5
Autres dépenses	64,9	64,9	0,0	0,0
Investissement	327,5	334,5	7,0	2,1
Budgets annexes	6,8	6,8	0,0	0,0
Comptes spéciaux du trésor	110,6	126,1	15,5	14,0
Solde budgétaire global	**200,3**	**774,3**	**574,0**	**286,6**
Solde budgétaire de base	**368,3**	**942,3**	**574,0**	**155,9**
Solde primaire hors pétrole	**-636,6**	**-649,9**	**-13,3**	**2,1**

Source : DEP/MEF

Tableau A 4: Projet de loi de finances 2023 (en milliards de FCFA)

NATURE DES RECETTES ET DES DEPENSES	PREVISIONS REAJUSTEES 2022 (1)	PREVISIONS 2023 (2)	VARIATION (3) = (2)-(1)	%
I,- BUDGET DE L'ETAT				
A.- BUDGET GENERAL				
A.1- Ressources budgétaires	**2 692,207**	**2 744,742**	**52,535**	**1,95**
Titre 1- Recettes fiscales	**699,947**	**777,432**	**77,485**	**11,07**
Impôts et taxes intérieurs	569,356	619,432	50,076	8,80
Droits et taxes de douanes	130,591	158,000	27,409	20,99
Titre 2 - Dons, legs et fonds de concours	**37,000**	**64,000**	**27,000**	**72,97**
Dons et legs	37,000	64,000	27,000	72,97
Dons ordinaires	37,000	64,000	27,000	72,97
Titre 4 - Autres recettes	**1 955,260**	**1 903,310**	**-51,950**	**-2,66**
Vente des cargaisons	1 857,141	1 846,961	-10,180	-0,55
Zone unitization	3,000	1,000	-2,000	-66,67
Bonus pétrolier	11,310	10,000	-1,310	-11,58
Dividendes	15,000	10,000	-5,000	-33,33
Droits et frais administratifs	13,649	18,649	5,000	36,63
Amendes et condamnations pécuniaires	4,000	4,000	0,000	0,00
Redevance	10,860	12,500	1,640	15,10
- superficiaire pétrole	*2,360*	*2,000*	*-0,360*	*-15,25*
- forêts	*8,000*	*10,000*	*2,000*	*25,00*
- mines	*0,500*	*0,500*	*0,000*	*0,00*
Recettes exceptionnelles	40,300	0,000	-40,300	-100,00
Intérêts des prêts	0,000	0,200	0,200	
A.2- Dépenses budgétaires	**1 917,899**	**2 105,700**	**187,801**	**9,79**
Titre 1 - Charges financières de la dette	277,792	224,000	-53,792	-19,36
Titre 2 - Personnel	379,000	406,000	27,000	7,12
Titre 3 - Biens et services	187,000	219,000	32,000	17,11
Titre 4 - Transferts	674,707	638,700	-36,007	-5,34
Titre 5 - Investissement	334,500	543,000	208,500	62,33
5.1- sur ressources internes	*166,500*	*311,000*	*144,500*	*86,787*
5.2 -sur ressources externes	*168,000*	*232,000*	*64,000*	*38,095*
Titre 6 - Autres dépenses	64,900	75,000	10,100	15,56
B.- BUDGETS ANNEXES	**6,800**	**6,800**	**0,000**	**0,00**
B.1- Ressources	**6,800**	**6,800**	**0,000**	**0,00**
Titre 1- Recettes fiscales	**1,649**	**1,649**	**0,000**	**0,00**
Impôts et taxes intérieurs	1,649	1,649	0,000	0,00
Titre 4 - Autres recettes	**5,151**	**5,151**	**0,000**	**0,00**
Droits et frais administratifs	5,151	5,151	0,000	
Vente des cargaisons	0,000	0,000	0,000	
B.2- Charges	**6,800**	**6,800**	**0,000**	**0,00**
Solde	**0,000**	**0,000**	**0,000**	
C.- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**126,051**	**133,606**	**7,554**	**5,99**
C.1- Ressources	**126,051**	**133,606**	**7,554**	**5,99**
Titre 1- Recettes fiscales	**12,619**	**14,919**	**2,300**	**18,23**
Impôts et taxes intérieurs	12,619	14,919	2,300	18,23
Titre 2 - Dons, legs et fonds de concours	**0,000**	**0,000**	**0,000**	
Dons COVID-19	0,000	0,000	0,000	
Dons fonds national de solidarité pour le soutien des entreprises	0,000	0,000	0,000	
Titre 3 - Cotisations sociales	**73,753**	**79,008**	**5,254**	**7,12**
Cotisations sociales	73,753	79,008	5,254	5,254
Titre 4 - Autres recettes	**39,679**	**39,679**	**0,000**	**0,00**
Vente des cargaisons	38,479	38,479	0,000	0,00
Droits et frais administratifs	1,200	1,200	0,000	0,00
C.2- Charges	**126,051**	**133,606**	**7,554**	**5,99**
Solde	0,000	0,000	0,000	
RESUME BUDGET DE L'ETAT				
RESSOURCES BUDGETAIRES	2 825,058	2 885,148	60,089	2,127
DEPENSES BUDGETAIRES	2 050,750	2 246,105	195,355	9,526
Solde budgétaire global	**774,308**	**639,042**	**-135,266**	**-17,469**
Solde budgétaire de base	**942,308**	**871,042**	**-71,266**	**-7,563**
Solde primaire hors pétrole	**-649,883**	**-882,248**	**-232,365**	**35,755**

Source : DEP/MBPPCP

Tableau A 5: Balance des paiements (en milliards de FCFA)

	2021	2022	2022	2023
	Est.	CR 22/226		
Solde des transactions courantes	974	1,502	1,592	726
dont hors pétrole	-856	-1,203	-1,196	-1,560
Balance commerciale	2,772	3,961	4,080	3,443
Exportations, f.à.b.	4,642	6,590	6,710	6,397
Secteur pétrolier	3,704	5,475	5,580	5,268
Secteur non pétrolier	937	1,114	1,130	1,129
Importations, f.à.b.	-1,869	-2,628	-2,630	-2,953
Secteur pétrolier	-910	-1,335	-1,350	-1,441
Gouvernement	-182	-274	-284	-368
Secteur privé non pétrolier	-778	-1,019	-996	-1,144
Balance des services	-1,104	-1,539	-1,553	-1,805
Secteur pétrolier	-477	-690	-704	-781
Secteur non pétrolier	-627	-849	-849	-1,023
Revenu	-702	-930	-954	-958
Revenu du travail	-7	-7	-25	-23
Revenu des investissements	-695	-924	-930	-934
Transferts courants (net)	7	10	19	45
Compte de capital	-6	15	15	15
Dons officiels	0	15	15	15
Annulation de dette	0	0	0	0
Avoirs non financiers non produits	-6	0	0	0
Compte financier	-1,048	-1,256	-1,785	-769
Investissement direct (net)	120	366	143	164
Investissement de portefeuille	172	-1	138	139
Autres investissements	-1,340	-1,621	-2,066	-1,072
Moyen et long terme	-204	-650	-631	-344
Secteur public	-228	-647	-637	-399
Tirages	127	172	178	228
Projet	127	143	147	176
Programme	0	0	0	0
Autres (garantis)	0	29	31	51
Amortissement[1]	-477	-819	-815	-627
Variation nettes des arriérés	0	0	0	0
Allocation de DTS	122	0	0	0
Secteur privé	24	-3	6	55
Pétrolier	26	39	39	42
Non pétrolier	-2	-42	-33	13
A court terme	-1,136	-971	-1,435	-728
Erreurs et omissions	0	0	0	0
Balance globale des paiements	-80	261	-178	-28
Financement	56	-484	-45	-189
Financement sur réserves (-=hausse)	44	-484	-45	-189
Dépôts de l'État à l'étranger	-79	0	0	0
Financement exceptionnel[2]	90	0	0	0
Besoin de financement (- = excédent)	25	223	223	218
Financement attendu (hors FMI)	0	65	61	163
FEC du FMI	0	158	162	55
Besoin résiduel de financement	25	0	0	0

Source : BEAC, estimations et projection des services du FMI

Tableau A 6: Situation monétaire (en milliards de FCFA)

	2021	2022	2022				2023
			Q1	Q2	Q3	Q4	
	Est.	CR 22/226	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	
Avoirs extérieurs nets	360	779	235	233	297	342	456
Banque centrale	273	599	176	151	162	156	290
Institutions de dépôts	87	181	59	82	135	186	166
Avoirs intérieurs nets	1,925	1,944	1,775	1,853	1,823	1,931	2,008
Crédit intérieur net	2,189	2,279	2,348	2,472	2,198	2,361	2,343
Crédit net au secteur public	952	1,046	1,126	1,233	993	1,090	1,008
Crédit net au gouvernement	959	1,053	1,148	1,242	1,003	1,097	1,015
Banque centrale	501	494	715	779	539	637	191
Créances	720	878	938	982	982	1,002	1,057
Utilisation des ressources du FMI	26	185	79	136	136	189	244
Dépôts	-219	-386	-223	-203	-443	-365	-867
Institutions de dépôts	458	559	433	463	464	460	824
Créances sur les organismes publics, net	-7	-7	-22	-9	-9	-7	-7
Crédit à l'économie[1]	1,237	1,233	1,222	1,239	1,205	1,271	1,335
Crédit au secteur privé	1,132	1,184	1,115	1,175	1,166	1,222	1,283
Autres postes, net	-264	-335	-572.9	-619.3	-375.0	-430.0	-335
Masse monétaire au sens large	2,285	2,723	2,010	2,085	2,120	2,273	2,464
Circulation fiduciaire	637	759	393	402	598	634	687
Dépôts à vue	1,107	1,327	1,080	1,131	950	1,101	1,197
Dépôts à terme	504	601	509	527	535	501	544

Source : BEAC, estimations et projection des services du FMI

Tableau A 7: Données sous-tendant les hypothèses du secteur réel

	2021	2022
Secteur primaire (hors agriculture)		
Agriculture (en tonnes)	53 179	59 799
dont la production du Maïs	28 085	30 606
dont la production des tubercules de manioc	19 594	20 193
Pêche et pisciculture (en tonnes)	16 367	18 178
Exploitation forestière (grumes) (en m3)	1 556 200	1 553 400
Secteur secondaire (hors industries extractives)		
Industrie sucrière (en tonnes)	66 113	66 513
Industries meunières (en tonnes)	160 393	135 563
Industries de boissons (10^3hl)	14 999	12 771
Industrie du tabac (10^6 paquets)	53	48
Industries cimentières (en tonnes)	746 260	876 200
Industries métallique et mécanique (en tonnes)	6 567	5 107
Industries chimiques (en tonnes)	3 945	4 964
Industries de transformation de bois (en m3)	337 600	309 600
Industrie de raffinage	133 320	140 374
Industries de production et de distribution d'eau (10^3 m^3)	97 293	114 576
Industries de production et de distribution d'électricité (en Gwh)	988	1 182
Bâtiments et travaux publics (en millions de FCFA)	42 337	44 491
Construction des bâtiments	5 899	6 874
Travaux publiques	36 438	37 617
Secteur tertiaire		
Commerce (en millions de FCFA)	1 380 600	1 442 443
Restaurants et hôtels (en millions de FCFA)	26 586	26 769
Transports et télécommunications		
Transports		
Passagers (en nombre)	5 860 284	5 740 100
Frets (en tonnes)	36 702 475	39 858 680
Transit	113 677	108 331
Télécommunications		
Téléphonie mobile		
Trafic voix (en 10^6 mn)	4 788	5 114
Trafic sms (en 10^6 mn)	5 282	5 444
Trafic internet (en millions Go)	29 231	34 220
Banques et assurances (en millions de FCFA)	333 661	341 298
Etablissements de crédit (marge d'activités bancaires)	231 895	233 657
Etablissements de microfinances (produit net financier)	43 442	45 915
Etablissements d'assurance	58 324	61 726
Autres services (en millions de FCFA)	261 981	281 551
Parapétrolier	260 388	279 848
Affranchissements courriers	1 593	1 703

Source : DGE (Enquête de conjoncture, Septembre 2022)

EQUIPE TECHNIQUE

Comité de rédaction

Directeur de publication : Franck Mondesir MBOUAYILA TSASSA, directeur général de l'économie

Rédacteur en chef : Amed Stown BORGIA, directeur des études et des prévisions économiques

Equipe de rédaction

Amed Stown BORGIA, directeur des études et des prévisions économiques

Bien-Aimé DIAMONEKA, collaborateur au service informatique

Constant MAKOUEZI, chef de service modélisation et prévisions économiques

Dr Dieudonné DINGA DILOUNGOU, personne ressource

Emos PEA, chef de service des statistiques et études économiques

Fabrice Clèv AMBOULOU, chef de service conjoncture

Dr Florent Jean Désiré KABIKISSA, personne ressource



Impression: Act'Unik. Tel.: (+242) 06 841 1123 / 06 616 93 13 **Montage: Sarald Aime NGOUABI G.**

Direction Générale de l'Économie
Bld Denis SASSOU NGUESSO (face MUCODEC la gare)
📪: 1111 Bzv ☎: (+242) 22.260.03.54
✉: dgeconomie.cg@gmail.com